

Le point

Indestructibles, ces moustiques?



JEAN-PIERRE ROGEL
collaboration spéciale
Agence Science-Press

« Ils sont revenus! Ils sont là! En ville, à Montréal, ils ne nous assaillent pas. Mais ils sont présents en banlieue, ils pullulent à la campagne et surtout aux abords des lacs et dans les bois, dans toutes les régions du Québec... »

Je parle des moustiques et des mouches noires, bien entendu. Nos ennemis familiers, quelques semaines par année. Des espèces de petits vampires innombrables, agressifs et stupides, qui nous couvrent de piqûres et d'enflures... Mais comment se fait-il que la science moderne, qui nous a amenés sur la Lune et a vaincu la peste et le choléra, ne soit pas capable de nous débarrasser de ce fléau?

Franchement, j'ai un peu de difficulté avec les entomologistes, lorsqu'ils parlent des insectes piqueurs. D'abord, ils appellent cela des *Culicidae*, des *Simuliidae*, et des *Tabanidae*, alors que ce sont des moustiques, des mouches noires et des taons. Ensuite, ils nous disent qu'il n'y a que cinq familles de ces diptères (des insectes qui n'ont qu'une paire d'ailes) qui piquent l'homme au Québec, et que les infections qu'ils transmettent sont sans gravité, sauf très rares exceptions. Je sais que je devrais être rassuré, mais non, je n'y arrive pas.

Et puis, les entomologistes se plaisent à décrire pourquoi et comment nous sommes piqués par ces foutus moustiques et mouches noires, et là, je me sens carrément insulté. D'abord, ils expliquent qu'après l'accouplement, avant la ponte, les femelles des diptères en question ont besoin d'un repas sanguin pour soutenir le développement de leurs oeufs. Elles nous piquent alors, nous injectant un fluide salivaire — c'est cela qui nous apporte enflures et démangeaisons — et elles repartent gonflées de sang. La conclusion des entomologistes est que nous sommes un maillon dans le cycle de reproduction de ces bestioles. Je trouve pour ma part qu'on fait bien peu de cas de la victime, dans cette histoire-là...

Un virage radical
Mais soyons sérieux. L'entomologie a fait beaucoup de progrès dans les 15 dernières années au Québec. On connaît mieux l'écologie de ces insectes sur notre territoire. On a mis au point certaines méthodes de contrôle des populations de moustiques et de mouches noires, en s'attaquant aux larves, près des mares ou des cours d'eau, aux périodes cruciales, entre mai et juillet.

Des solutions encore plus efficaces à venir
Pour Jacques Boisvert, directeur du Groupe de recherche sur les insectes piqueurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), ces acquis sont très intéressants, et les recherches en cours devraient aboutir dans les années à venir à des solutions encore plus efficaces sur le terrain. « Déjà, souligne le Dr Boisvert, en l'espace de quelques années, il s'est produit un virage radical. Dans les programmes de contrôle, on est passé des insecticides chimiques aux insecticides biologiques, ce qui est un progrès considérable pour la protection de l'environnement. Non polluant et d'un emploi sécuritaire, l'insecticide biologique est maintenant employé dans la plupart des programmes de contrôle en Amérique du Nord. Au Québec, une seule compagnie, GDC Environnement, de Trois-Rivières, se spécialise dans ce type de programme. Au cours des trois dernières années, elle a fourni des services de contrôle à 19 municipalités, dont Sept-Îles, Baie-Co-

meau et Pointe Calumet, au nord-ouest de Montréal. GDC Environnement n'utilise que l'insecticide biologique. Il s'agit en fait d'un proche cousin du B.t. ou *Bacillus thuringiensis*, celui dont on se sert dans la lutte à la tordeuse des bourgeons de l'épinette. La variété qu'on emploie contre les moustiques et mouches noires se nomme B.t.i., *Bacillus thuringiensis israelensis*, ainsi appelée parce qu'on l'a découverte pour la première fois dans une mare en Israël.

Les ruses du B.t.i.
Cette bactérie a la propriété, en se développant, de produire une protéine cristallisée. Si elle est ingérée par les larves de moustiques, la protéine se dissout en libérant des toxines qui détruisent l'intestin de la larve. Celle-ci meurt aussitôt.

« Le B.t.i. s'attaque spécifiquement aux larves de moustiques et mouches noires, précise Jacques Boisvert, mais il est très peu efficace contre les autres insectes et n'a pratiquement aucun effet sur la faune et la flore avoisinante. Il est stable, son utilisation est facile, et depuis peu, son prix est compétitif avec celui des insecticides chimiques. En somme, on tient enfin le moyen idéal de lutte aux moustiques et mouches noires... »

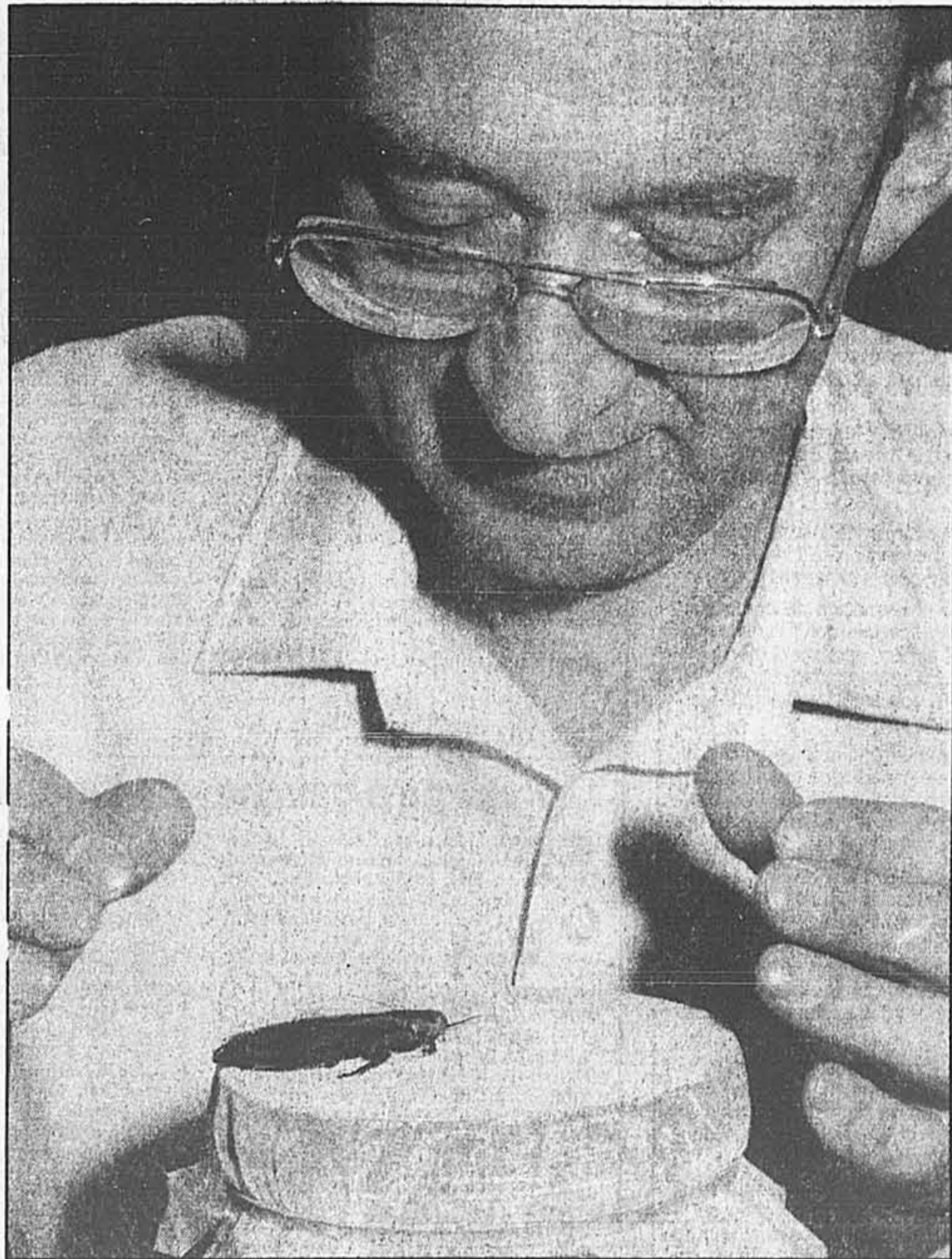
L'agent biologique le plus prometteur
Pour les spécialistes, le B.t.i. est en effet l'agent biologique le plus prometteur pour le moment. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit le seul. « Dans le passé, souligne le Dr Boisvert, nous avons trop connu d'échecs avec les insecticides-miracles de la chimie, comme le DDT, pour mettre tous nos oeufs dans le même panier. Sur le plan de la recherche, il est prudent d'étudier d'autres méthodes de contrôle biologiques des insectes piqueurs. »

L'équipe de Trois-Rivières travaille donc sur d'autres toxines que celle du B.t.i., ainsi que sur des virus et sur des moisissures pathogènes. On pense aussi à la complémentarité des approches: ainsi, un insecticide organochloré très dilué, donc peu nocif pour l'environnement, pourrait permettre au B.t.i. de renforcer son efficacité. Enfin, on aimerait trouver un moyen de tuer les femelles au moment de la ponte, en leur envoyant des sortes de « signaux chimiques » qui les attireraient vers des pièges mortels pour elles. On pense avoir trouvé le principe: il y a des substances persistantes dans l'environnement, appelées phéromones et apparemment sécrétées par ces insectes, qui attirent les femelles. L'idée serait de synthétiser ces phéromones pour piéger les femelles, mais il reste encore beaucoup de recherches à accomplir sur cette voie.

Que vaut un loisir perdu?
Sur le fond du problème, pour les victimes que nous sommes de ces *Draculas* miniatures, c'est une question de priorité. Les moustiques et mouches noires ne menacent pas les récoltes, ni les troupeaux, et ne présentent pas de risque de santé majeur au Québec. Finalement, assez peu d'argent est consacré au contrôle de ces populations, au niveau gouvernemental.

Traditionnellement, les problèmes économiques ou environnementaux causés par ce « fléau » ont été considérés comme minimes: un manque à gagner temporaire pour la foresterie, la pêche sportive, l'exploitation de terrains de golf ou de camping, qu'est-ce que cela vaut? Mais il est tout de même curieux que, dans notre société du loisir, personne n'ait vraiment chiffré ces manques à gagner, ni les dépenses personnelles des familles québécoises en insecticides, électrocuteurs à lumière et autres trucs dispendieux pour éloigner ces bibittes. Si on le faisait, on verrait peut-être la dé-moustication monter dans la liste de nos priorités de recherche appliquée!

LES BIOPESTICIDES



Le Dr Stuart Hill et une blatte allemande (coquerelle): « Mieux connaître l'ennemi, afin de mieux le vaincre. »

Suivre la mode et la comprendre



CAROLE THIBAUT

Agriculture Canada et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, de même que les entreprises concernées font beaucoup de publicité actuellement autour des biopesticides, ou pesticides biologiques. Extraits de la nature au lieu d'être synthétisés dans un laboratoire de chimie, on les met au point pour qu'ils soient efficaces contre les mauvaises herbes, champignons, insectes et rongeurs, tout en étant pratiquement non toxiques pour l'environnement et les humains.

« Nous n'avons plus tellement le choix, explique le Dr Jean-Claude Tourneur, entomologiste à l'UQAM. Veut, veut pas, on est obligé de se tourner vers les méthodes alternatives car on peut de moins en moins utiliser les pesticides chimiques. C'est trop dangereux. Même les travailleurs des serres, un environnement qu'on a toujours considéré comme entièrement artificiel, sont obligés de faire la lutte aux insectes d'une façon intégrée et non seulement chimique, sinon ils craignent pour leur santé. »

Pour sa part, le Dr Stuart Hill, professeur d'entomologie au Collège MacDonald de l'Université McGill, se consacre à des projets d'agriculture écologique, domaine dans lequel sa réputation dépasse nos frontières. Stuart Hill a considérablement œuvré dans le domaine des pesticides en agriculture. « Les pesticides chimiques demeurent des dizaines d'années dans nos sols et dans nos réserves d'eau douce, explique-t-il. On ne peut plus continuer à fonctionner de cette façon. Il faut trouver d'autres manières de pratiquer une agriculture rentable. »

De nouveaux pesticides et une nouvelle agriculture

CAROLE THIBAUT

« L'agriculture écologique, c'est plus que les pesticides biologiques, c'est pratiquer l'agriculture d'une façon qui respecte au maximum l'environnement », explique Claude Cadieux, professeur d'agriculture écologique à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Outre les cours de gestion et de comptabilité agricoles, les étudiants y apprennent des techniques de compostage, de compagnonnage des espèces et d'utilisation des pesticides.

« Les gens qui s'inscrivent à mes cours sont très sensibilisés à la toxicité des pesticides chimiques, affirme M. Claude Cadieux. Beaucoup d'entre eux vivent sur la ferme de leurs parents. Quand vient le temps d'arroser les champs de pesticides, le père trouve toujours une façon d'y aller lui-même. Il ne veut pas que ses enfants touchent à ce travail-là... »

Parfois, les enfants de la ferme ont vu leur père avoir des tremblements, devenir très irritable ou faire des diarrhées sanglantes après avoir utilisé les pesticides.

Une infime poignée de commissions scolaires au Québec donnent un cours d'agriculture écologique: Saint-Jean-sur-Richelieu, Blainville-Deux-Montagnes, Anse-Saint-Jean, La Pocatière... « Nous avons des listes d'attente interminables et nous manquons beaucoup de professeurs », d'ajouter Claude Cadieux.

Comme l'explique M. Jean-Claude Tourneur, entomologiste à l'UQAM, plus un milieu contient de variétés animales ou végétales, plus il est stable. L'antithèse de la stabilité écologique, c'est la monoculture: dans un très grand champ de maïs, la pyrale du maïs n'a plus guère de prédateur ni de compétiteur et a beau jeu pour faire ses ravages.

« Une des façons de reconstruire un équilibre, c'est le compagnonnage », explique Claude Cadieux. « En plantant ensemble deux variétés végétales, elles se protègent mutuellement contre leurs insectes parasites. »

Par exemple, la tagette (marygold ou encore vieux garçon) sécrète par ses racines une substance qui ennuie les nématodes du sol. Ces petits vers microscopiques ont la fâcheuse habitude de

manger les racines des plantes, ce qui crée de petites blessures par lesquelles les bactéries trouvent une voie d'entrée privilégiée. Un rang de tagettes entre les autres légumes protège les rangs de haricots, de concombres, de courges, de maïs et de tomates.

Théorie et pratique
Cet exemple demeure pour beaucoup théorique car les cultivateurs trouvent que de planter des tagettes revient à une perte de temps. Mais il existe d'autres combinaisons plus rentables pour eux.

Par exemple, le maïs est ravagé par un puceron qui a pour prédateur naturel la coccinelle. Mais la coccinelle éclôt environ deux semaines avant le maïs, et s'est habituellement trouvé un autre « garde-manger » au moment où le maïs monte en graine et devient appétissant pour le puceron du maïs. La solution consiste à planter des haricots dans le même champ que le maïs.

Au moment où le puceron du haricot prolifère, la coccinelle

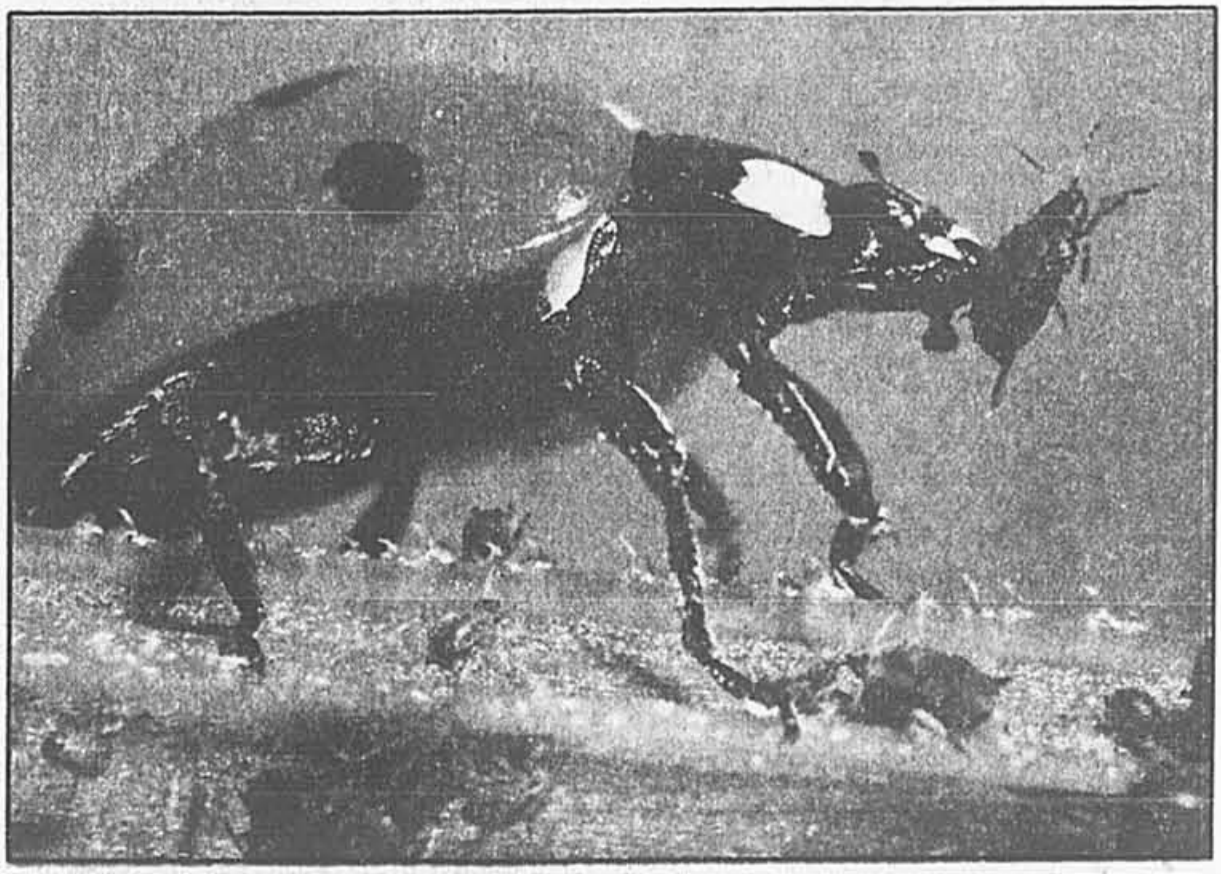
trouve là de quoi se nourrir. Deux semaines plus tard, alors que cet abondant gibier se fait plus rare, la coccinelle n'a plus qu'à traverser sur le rang d'en face pour se régaler de pucerons du maïs.

Mais c'est à plus d'un titre que le haricot se révèle une plante compagne idéale pour le maïs. En plus d'avoir un effet régulateur sur les populations de pucerons, le haricot est une plante qui fixe l'azote par ses racines. Or, le maïs a besoin d'un sol très riche en azote. En plus d'économiser sur les pesticides, le cultivateur économise l'engrais!

Ces ormes qu'on regrette
Une autre façon de favoriser la régulation naturelle des ravageurs est de planter un ou deux gros arbres comme les ormes: les coccinelles vont s'y blottir pour passer l'hiver. Les fleurs des arbres aident aussi les prédateurs à rester dans le milieu: ils y puisent le nectar dont ils ont besoin et leur permettent d'y pondre leurs oeufs.

VOIR DE NOUVEAUX EN B 4

VOIR LES BIOPESTICIDES EN B 4



Le gibier préféré de la coccinelle: le puceron

PHOTO RENE PICARD, LA PRESSE

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins directeur de l'information
Jean-Guy Dubuc editorialiste en chef

Éditorial

Pourquoi Montréal?

La création depuis longtemps souhaitée et attendue d'une Agence spatiale canadienne est revenue sur le tapis depuis une semaine alors que le secrétaire d'État et candidat conservateur dans Lac-Saint-Jean, M. Lucien Bouchard, a laissé miroiter que ce projet allait être réalisé à Montréal.

Son chef et premier ministre, M. Brian Mulroney, a confirmé à mots couverts cette hypothèse lancée par son ami Bouchard.

Mais un projet sérieux et aussi gigantesque, pour lequel les retombées économiques prévisibles se chiffrent à \$5 milliards et à 80,000 nouveaux emplois au Canada d'ici 15 ans, est trop important pour être traité sur une base purement électorale, comme n'importe quelle promesse de politicien.

A preuve, les seules dénonciations faites par un homme d'affaires de Hull et ancien conservateur, M. Glenn Kealy, sur un présumé pot-de-vin relié à ce projet, ternissent et amoindrissent l'ampleur et la réelle signification de la création de l'Agence.

En réclamant avec une rare unanimité — partis fédéraux et provinciaux, ville, universités, industrie, milieu d'affaires — la création de l'Agence dans la métropole, Montréal ne demande pas un nanan.

Montréal est le siège de deux organismes internationaux: l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de l'Association internationale des transporteurs aériens (IATA).

Quatre universités assurent déjà la formation de nombreux spécialistes que requiert l'industrie spatiale dont l'université McGill qui, par son Institut de droit aérien, possède la meilleure école de droit aérien au monde. Le Centre d'adaptation de la main-d'oeuvre aérospatiale (CAMAQ) voit aussi à développer les ressources humaines requises dans ce secteur.

Toutes les industries qui sont ou devront être associées au développement de l'activité spatiale canadienne ont une base importante à Montréal: l'aéronautique (la moitié des livraisons canadiennes provient d'ici), l'électronique, l'informatique, les télécommunications, les systèmes experts, les biotechnologies.

Toronto possède également certains éléments de concentration de l'aéronautique et de l'aérospatiale. Mais il est évident qu'on ne peut tout y réunir: le monde de l'aéronautique serait sérieusement amputé s'il perdait les équipements montréalais. Et celui de l'aérospatiale pourrait avantageusement profiter d'un rapprochement des recherches, des techniques et des projets montréalais.

Tous les arguments techniques sont connus. Pour une saine gestion, pour un harmonieux développement, pour une concentration rationnelle, pour l'éclosion de l'aérospatiale, pour la relance de la métropole, la démonstration est faite que l'Agence spatiale canadienne doit être installée à Montréal.

Cette décision, capitale pour l'avenir économique, aura aussi valeur de symbole sur le plan psychologique, sur le plan de la renommée industrielle et technologique de Montréal, sur le plan de l'effet d'entraînement auprès de la grande industrie aérospatiale d'ici et d'ailleurs.

Le gouvernement Mulroney doit se tenir debout face aux puissants fonctionnaires fédéraux qui, pour leur bonheur et peut-être appuyés en sourdine par le Conseil national de la recherche, voudraient installer cette Agence à Ottawa.

Claude MASSON

Créer son emploi

Les 2500 délégués qui ont participé, ces jours derniers, au congrès de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à Québec, délibéraient, officiellement, autour du thème de l'élaboration d'un «avenir à notre façon».

Cet «avenir à notre façon» prend différents aspects, selon les individus. Assis à un petit kiosque à la porte de la salle où se déroulaient les délibérations, au Centre municipal des congrès de Québec, les promoteurs du Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec présentaient, à qui voulait les entendre, une idée nouvelle: créer des coopératives de travail, bref des entreprises qui appartiennent en totalité à ceux qui y oeuvrent.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle est liée à ce vieux courant autogestionnaire qu'on retrouve en France, surtout au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), issue des anciens syndicats catholiques français.

Au Québec, l'idée a surtout intéressé des militants identifiés pour la plupart au catholicisme de gauche, cherchant une formule à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme traditionnel.

Tresorier de la CSN depuis quelques années, Léopold Beaulieu se fait l'apôtre non seulement des coopératives de travail mais également d'idées novatrices comme «Bâtirente», sorte de REER collectif pour les travailleurs dont les entreprises ne disposent pas de caisse de retraite. Homme discret, qui se tient à l'écart des réflecteurs, Léopold Beaulieu a cependant réussi, maintes fois, à convaincre la CSN de sortir des sentiers battus et du syndicalisme d'affrontement.

On compte présentement 300 coopératives de travail au Québec. Elles emploient maintenant quelque 10000 travailleurs. Soixante pour cent ont été créées depuis le début des années 80. Cette percée est due, pour une part, au contexte de l'emploi, mais aussi à un désir de travailler autrement, particulièrement chez les jeunes. On veut maintenant créer son emploi.

Plusieurs regardent aller ces nouvelles expériences avec inquiétude. Les échecs de Tricofil, de la Coop de tomates de Manseau, de celle des bâtons de hockey de Sherbrooke, etc., dans les années 70, ont laissé un goût amer. Mais le mouvement a tiré leçon de ces échecs. On fonctionne maintenant avec des économistes, on procède à davantage d'études techniques avant de démarrer, on accorde plus d'importance à une bonne gestion et à la formation des gestionnaires. En un mot, on a tiré des leçons des échecs passés.

Ceci ne veut évidemment pas dire que tout est devenu couleur de rose et que la réussite est automatique. Encore moins que l'entreprise capitaliste disparaîtra du Québec. Ni que le syndicalisme débouchera en mouvement coopératif puisque, faut-il le rappeler, la proportion de coopératives de travail où l'on retrouve des syndicats n'est que de cinq p. cent.

Mais à l'heure des médecines douces et des autres méthodes alternatives de façonner «un avenir à notre façon», les coopératives de travail constituent dorénavant une expérience assez sérieuse pour qu'il vaille la peine de l'étudier de près.

Pierre VENNAT

LA PRESSE D'AILLEURS

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Bob Maxwell produira-il un jour votre téléjournal?

«Radio-Canada vous a présenté ses informations locales et nationales. Demeurez avec nous: dans quelques minutes, ce sera, de Paris, le Téléjournal, produit par le réseau mondial ACP!»

Cette projection de ce qui pourrait attendre le téléspectateur d'ici dans quelques années n'est pas dépourvue de vraisemblance. L'excellent chroniqueur des communications du *Monde diplomatique* Yves Eudes constate, dans la livraison de juin du prestigieux mensuel, que les télévisions nationales européennes (on peut y ajouter les télévisions canadiennes sans distordre son raisonnement) s'approprient à être complètement anéantis par les circuits planétaires d'information télévisée que mettent présentement en place, conjointement, Américains et Britanniques.

Eudes explique: ■ depuis plusieurs années déjà, les télévisions nationales offrent, sous la voix de leur présentateur ou de leur envoyé spécial à l'étranger, des images produites par des agences anglo-américaines comme Visnews et WTN (liées respectivement à NBC et ABC) Les coûts de production et de transmission de telles images sont tels que seuls quelques très grandes agences peuvent les produire.

■ non seulement ces images sont-elles de plus en plus nombreuses et diversifiées, mais voilà que les agences productrices offrent maintenant des reportages complets, montés et commentés par leurs propres

équipes, comme le fait TWSI-Newsfeed, filiale de Westinghouse.

■ mieux encore: ces très grandes agences proposent maintenant des téléjournaux tout faits, ou des magazines d'information internationale prêts à diffuser. Un produit vendu «clés-en-main» pour ainsi dire, à prix de dumping par surcroît, que trouvent particulièrement alléchant les petits diffuseurs qui envahissent actuellement — et fractionnent — le marché, un peu partout dans le monde.

■ parallèlement, ces grandes agences se présentent carrément comme des concurrents, occupant leur propre créneau au câble (comme CNN ici) ou diffusant directement, virtuellement, par satellite.

Au-delà des rivalités tapageuses et de l'apparent fourmillement de la concurrence, dit Yves Eudes, on assiste en fait à une forte concentration et à l'émergence de quelques grandes alliances plus ou moins formalisées, entre les leaders du marché, groupes de presse et d'édition, télévisions «classiques», agences d'images, chaînes par satellite, opérateurs de câble, producteurs et distributeurs.

De fait, ajoute-t-il, une véritable communauté mondiale anglophone de l'information est en gestation et tous les grands noms de l'information dans le monde anglo-américain s'y retrouvent: CBS, NBC (associé pour les besoins de la cause à American Express et Anglovision), ABC et PBS; BBC et ITV de Grande-Bretagne; les

magnats Ted Turner (CNN), Rupert Murdoch et Robert Maxwell, co-proprétaire du *Montreal Daily News*; même de grands journaux comme *The Wall Street Journal*, le *International Herald Tribune* et *USA Today* se lancent dans la production de magazines télévisés «haut de gamme» destinés au marché international.

Ce chassé-croisé d'intérêts anglo-américains, selon Yves Eudes, représente à terme, pour les pays anglo-saxons, l'instrument idéal pour promouvoir directement auprès des opinions publiques européennes leurs intérêts diplomatiques et économiques, leur vision du monde et leur interprétation des grands événements.

Tout cela dans un premier temps paraît ne concerner essentiellement que le marché anglophone. Mais de plus en plus d'Européens comprennent l'anglais. Par ailleurs, pendant que la puissante chaîne française *Antenne 2* ferme ses bureaux de Los Angeles, du Caire et de Mexico, un Robert Maxwell vient d'acquiescer à Paris l'ACP (l'Agence centrale de presse), qu'il veut transformer en un centre de production d'informations télévisées en français, pour le marché international.

A partir de cette évolution en cours, Eudes pense que les télévisions nationales, pourraient un jour en être réduites à produire des informations locales et nationales, la grande information internationale devenant l'apanage à peu près exclusif de quelques barons de la presse anglo-américaine.



Réal Pelletier

Los Angeles Times THE WALL STREET JOURNAL

Le «virage à gauche» de l'industrie du tabac aux USA

Comme celle d'ici, l'industrie américaine du tabac subit un harcèlement de plus en plus considérable de la part d'une foule d'organismes et d'institutions préoccupées de santé publique. L'industrie ne donne aucun signe de jeter la serviette pour autant, mais le choix de ses armes devient de plus en plus délicat. La grande trouaille des dernières années, c'est de faire la cour à tout ce qui grouille à gauche dans la société américaine: mouvements féministes, associations de promotion des Noirs — et désormais des Latino-Américains —, grandes fédérations syndicales, mouvements liés aux libertés civiles ou à la lutte contre la pauvreté.

Le lobby américain du tabac (\$35 milliards US de chiffre d'affaires), dit le *Los Angeles Times* dans une enquête approfondie, c'est principalement l'Institut du tabac, doté d'un budget de \$29 millions en 1986, avec bureau de 100 personnes à Washington et des bureaux régionaux.

Quelques exemples d'initiatives «à gauche» de l'industrie du tabac:

■ cinq grands syndicats américains, dont l'Association internationale des machinistes et la Fraternité des charpentiers, ont publié conjointement une brochure, financée par l'industrie du tabac et destinée à combattre les initiatives patronales d'interdiction de fumer sur les lieux de travail.

■ la lutte contre le tabagisme se faisant désormais principalement au plan des législatures d'Etat, l'industrie du tabac contre-attaque à ce niveau, procurant toute une

gamme de services gratuits par exemple aux associations de parlementaires noirs: services juridiques, organisation de tournois de golf ou de tennis, installation de systèmes informatiques, etc.

■ Philip Morris, numéro un de l'industrie du tabac aux USA, est devenu le plus important annonceur individuel de la presse hispanophone des États-Unis.

■ le numéro deux, RJR Nabisco, accorde des bourses d'étude en journalisme par le biais de la National Newspaper Publishers Association, un groupe de presse noir... qui a désigné RJR Nabisco, en 1985, annonceur de l'année.

■ la très à gauche National Urban League, qui lutte contre la pauvreté et la promotion sociale en milieu urbain défavorisé, a touché près d'un demi-million de l'industrie du tabac en 1987. Dirigeants actuels et anciens de la NUL se retrouvent au conseil de RJR Nabisco et de Philip Morris.

■ la générosité de l'industrie rejoint aussi le Congrès: \$175 000 au Congressional Black Caucus Foundation; \$65 000 au Congressional Hispanic Caucus; \$100 000 au Women's Research and Education Institute, affilié au Congressional Caucus for Women's Issues; \$130 000 à la National Women's Political Caucus.

Dans l'intervalle, note le *Los Angeles Times*, le cancer du poumon vient de dépasser le cancer du sein dans la colonne des femmes mortes du cancer aux USA; un plus haut pourcentage de Noirs que de Blancs fument aux États-Unis et les Noirs meurent en plus grand nombre que les

Blancs de cancer du poumon et de maladies du coeur.

D'où vient cette attention de l'industrie du tabac pour les femmes, les syndicalistes, les minorités noire et hispanophone, les pauvres des villes? C'est, semble-t-il, dans ces milieux que des termes appelés «tolérance» ou «discrimination» peuvent avoir le plus de résonance.

Un cadre supérieur de Philip Morris, s'adressant à des douzaines d'éditeurs noirs à New York en 1985, leur a dit clairement: «Aujourd'hui, on attaque la tolérance envers mon droit de fumer. Demain, ce pourrait être la tolérance envers le droit de quelqu'un de choisir le quartier où il veut vivre. La vraie question n'est pas le droit de fumer contre l'interdiction de fumer: c'est celle de la tolérance contre la discrimination.»

Ce qui ne veut pas dire que les grands du tabac ont complètement abandonné la bonne société blanche. Le *Wall Street Journal* de mercredi explique que Philip Morris n'étant plus capable de vendre ses cigarettes, réagit en vendant son nom: présence discrète mais efficace lors de grandes soirées de gala, au Lincoln Center de New York, ou au Kennedy Center de Washington, entre autres. Le tout-Washington comme le tout-New York ne se formalise guère de goûter saumon fumé et petits fours gracieuseté de Philip Morris; d'assister à un spectacle financé en partie par Philip Morris. Y compris les congressmen et, par exemple, le maire Koch de New York, chauds partisans de la lutte contre le tabagisme.

The Washington Post

C'est beau désarmer, mais quoi faire des ogives nucléaires?

Le diamant est éternel, c'est bien connu. Le plutonium aussi. Ou presque. On estime qu'une ogive nucléaire enfermée dans le tombeau d'un pharaon à sa mort aurait conservé 90 p. cent de sa puissance destructrice aujourd'hui.

Le *Washington Post* de dimanche dernier s'interroge sur ce qui adviendra du stock d'armes nucléaires faisant l'objet d'accords ou de négociations entre les USA et l'URSS.

L'accord INF ne pose pas trop de problème: les missiles tactiques doivent disparaître, mais leurs ogives nucléaires, en nombre relativement faible, peuvent toujours être recyclées dans l'armement stratégique. Mais advenne un accord START réduisant l'armement stratégique de moitié, ce sont deux stocks de quelque 6 000 ogives nucléaires chacun dont il faudra se défaire.

Quatre options: 1. conserver les ogives intactes, quitte à les remonter sur d'autres missiles à la prochaine querelle de ménage: si tel était

le cas, l'accord START ne constituerait pas de progrès réel dans la marche du désarmement, dit le journal.

2. les démanteler, en extraire le plutonium (principale composante atomique) que l'on utiliserait pour la fabrication d'autres armes: cette option irait à l'encontre des espoirs à long terme qui animent les pourparlers en cours.

3. extraire le plutonium et le conserver à l'abri de toute utilisation militaire: cet entreposage constituerait, pour l'éternité, une tentation permanente pour tout groupe terroriste en mal de coup d'éclat.

4. recycler le plutonium dans les centrales nucléaires: les déchets du plutonium ayant alimenté ces centrales auraient le double avantage de se désintégrer plus rapidement que ceux du carburant usuel, le plutonium-239, et de ne pouvoir être recyclé en armes nucléaires.

Joli problème. Une ogive nucléaire comprend cinq kilos de plutonium. Le stock américain en négociation de 6 000 ogives représente

une masse monstrueuse de 30 tonnes de matériau le plus explosif, le plus cher et le plus cancérigène connu de l'homme.

La recette proposée par les physiciens Robert Park et Peter Zimmerman: mélanger un gramme de plutonium à 50 grammes d'uranium-239; la fission de ce mélange en centrale nucléaire assure la production de 275 kilowatts-jours d'électricité. Or, les 6 000 ogives en question contiennent 30 millions de grammes de plutonium.

Ce plutonium peut assurer le fonctionnement d'une centrale nucléaire de 700 mégawatts pendant 32 ans; ou le fonctionnement des 75 centrales nucléaires américaines pendant cinq mois.

Jadis, notent les physiciens, on pouvait fondre les canons pour en faire des charrettes. Mais en faisant fondre du plutonium avec de l'uranium en centrale, on obtient, en déchets, une quantité encore plus grande de plutonium. Mais au moins, ces déchets de plutonium ne sont plus recyclables en armements. Moindre mal.

FINANCIAL TIMES

The New York Times

The Boston Globe

The Washington Post

Eucalyptus

À surveiller: la capacité papetière du Brésil. Dans ce pays, un arbre à pâte pousse facilement au rythme d'un centimètre par jour, atteignant sa maturité économique en sept ans, champion mondial toute catégorie. Les Brésiliens observent avec gourmandise que l'offre mondiale de pâte à papier croît de 2,7 p. cent par année, et la demande de plus de 4 p. cent. Dans l'intervalle, l'appareil de production mondial, qui fonctionnait à 91 p. cent de sa capacité en 1984, atteint maintenant 98 p. cent. Le Brésil projette ou construit actuellement dix usines de pâte à papier, à partir d'eucalyptus.

Meetings

Au bureau comme à l'usine, la manie du siècle s'appelle le meeting. Des spécialistes de l'organisation du travail commencent à remettre en question la rentabilité de cette pratique. On est de moins en moins sûr que la somme des efforts fournis en meeting dépasse l'addition des potentiels individuels. On s'interroge aussi sur le «bois mort» convié à ces meetings. Les experts constatent enfin qu'on prend, en meeting, beaucoup trop de décisions qui auraient simplement pu naître d'une communication entre deux personnes. Par un coup de fil ou échange de mémos.

Bip-bip!

Le télé-chasseur à la ceinture de John fait bip-bip; John se précipite à la destination convenue. Il empochera \$250 pour une heure de travail. John n'est ni chirurgien, ni cadre. John a 14 ans, habite Boston et livre de la drogue. Son beeper lui indique, en langage codé, où prendre le matériel et où le livrer. Très homme d'affaires, John explique que le client ne saurait attendre. Travailleurs sociaux, policiers et directeurs d'école voient se multiplier les beepers chez les enfants depuis trois ans. Et un beeper à la ceinture, c'est aussi devenu une façon d'annoncer son commerce.

Guerilla

La plus ancienne guerre de guérilla au monde ne se déroule ni en Afghanistan ni au Salvador. C'est en Birmanie qu'un groupe ethnique appelé les Karens mène cette vieille guerre: depuis 1949 en fait, à la suite du départ de l'occupant britannique. Une guerre qui dure d'autant plus longtemps qu'elle se fait à petit budget, avec un armement modeste. Une guerre isolée: aucune superpuissance n'est impliquée ici, dans ce combat qui n'est que l'expression d'une volonté d'autonomie culturelle. L'armée karen compte 5 000 soldats et contrôle 20 p. cent des cinq millions de Karens.

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 12 JUIN 1988

La personnalité de la semaine

À la tête de 30 employés et de 3 000 bénévoles,
il a fait du Tour de l'île un succès impressionnant

SUZANNE COLPRON

Michel Labrecque n'est pas un pdg ordinaire. Il n'a pas de gros compte de dépenses, ne prend pas son petit déjeuner au Ritz et se rend au boulot en bicyclette soir et matin avec son téléphone cellulaire...

Il n'a d'ailleurs pas de permis de conduire.

«Jeune, je n'avais pas les moyens, dit-il. Plus tard, je trouvais que j'économisais plus à ne pas avoir de voiture. Et maintenant, c'est par paresse. Je serais obligé de me taper un cours de conduite!»

Michel Labrecque, pdg du Tour de l'île de Montréal, préfère de toute façon le vélo aux autos. Non qu'il en ait contre les machines à gaz. Mais il trouve que les deux et les quatre roues devraient pouvoir faire bon ménage dans les rues sans se marcher sur les pieds.

Cette idée, il la défend avec acharnement depuis pas mal d'années déjà. C'est un peu elle qui l'a poussé à laisser tomber les études qu'il avait entreprises en éducation physique à l'université de Sherbrooke, pour devenir directeur de la recherche à Vélo Québec, en 1982.

Il avait été président bénévole de l'organisme, alors connu sous le nom de Fédération québécoise de cyclo-tourisme, en 1979. «Un nom que je me suis empressé de changer», dit-il.

Cette idée du partage l'a en outre emmené à bouffer toute la littérature cycliste existante et à faire du centre de documentation de Vélo Québec le plus complet en son genre. «La lecture est mon hobby», note-t-il.

Michel Labrecque a aussi collaboré à la refonte du code de la route en 1979 et s'est battu au nom de Vélo Québec pour l'implantation de pistes cyclables à Montréal et un peu partout en région.

400 kilomètres

La province compte aujourd'hui 400 kilomètres de voies réservées aux cyclistes. Une personne sur deux possède une bicyclette.

Le pdg du Tour de l'île ne le dit pas ouvertement. Mais dans le fond, il le sait: c'est un peu grâce à lui et à sa bande si les choses ont évolué dans cette direction et si la bicyclette occupe maintenant une place de choix dans les rues.

«Il reste encore beaucoup de travail à faire et d'améliorations à apporter pour éduquer les cyclistes et les automobilistes», souligne-t-il, en grand respectueux qu'il est du code de la route.

Mais on peut dire qu'un grand pas a été franchi. La preuve en a été faite dimanche dernier avec le spectacle du Tour de l'île de Montréal qui a attiré 32 000 pédales dans les rues. En quatre ans d'existence, c'est un peu plus de 75 000 personnes qui ont pris part à l'événement.

On le sait: le Tour de l'île dépasse tous les records de participation. C'est le plus gros show de bicyclettes au monde. Et c'est aussi une très bonne business, s'il faut en croire son pdg.

«La compagnie a roulé à perte pendant les deux premières années et payé ses dettes au cours des deux années suivantes. Les profits, c'est pour l'an prochain! On projette de faire un demi à un million de dollars et de réinvestir les intérêts dans des programmes touchant la sécurité



MICHEL LABRECQUE

Il n'a rien contre
les «machines à gaz».
Mais il trouve que deux-roues
et quatre-roues devraient
pouvoir
faire bon ménage sans
se marcher sur les pieds.

routièrre des cyclistes», précise-t-il.

Un premier vrai tour

Après avoir assumé la production de l'événement pendant deux ans, Michel a succédé à Louise Roy en janvier au poste de président et directeur général.

À ce titre, il a complété son premier Tour de l'île cette année. Se mêlant à la foule, il a pédalé sur 66 kilomètres en s'arrêtant dans chacun des quatre relais pour s'assurer que rien ne cloche. «Je suis comme ça... toujours anxieux que quelque chose vienne gâcher la journée.»

Le succès retentissant de l'événement a pourtant fait de lui une vedette. La Presse tient à souligner l'excellent travail de toute son équipe formée de 30 employés rémunérés et de 3 000 bénévoles en le nommant *Personnalité de la semaine*.

Mais si pour les cyclistes la grande aventure est finie, il n'est pas de même pour les organisateurs. À peine remis de leurs émotions, ils doivent déjà se remettre au boulot. L'édition 1989 s'en vient à grands coups de pédales.

Quatre personnes dont Michel vont y travailler pendant les 11 prochains mois, en tenant compte qu'ils vont prendre un mois de vacances pour aller se promener ailleurs... en Angleterre et en France notamment.

Toronto et Vancouver

L'équipe a déjà commencé ses réunions pour décider du parcours de l'an prochain. Et des rencontres sont prévues au mois d'août pour étudier la possibilité d'exporter le Tour de l'île à Toronto et à Vancouver.

Une liste comprenant une centaine de noms a de plus été dressée. Les organisateurs vont se mettre au téléphone dans les prochains jours pour contacter tous les commanditaires et partenaires de l'événement — dont le budget frôlait le million cette année — afin de recueillir leurs commentaires.

Une enquête sera également entreprise cet été pour mieux définir le profil de la clientèle du Tour de l'île. La place qui coûtait \$8 passera à \$10 l'an prochain. Et le nombre de participants tournera autour de 35 000.

Pourquoi pas davantage? «Si on veut assurer la sécurité des cyclistes sans modifier la logistique de l'événement, il vaut mieux s'en tenir à ce chiffre, explique Michel. L'an prochain sera une année de consolidation.»

Les organisateurs vont tout de même tenter d'obtenir des concessions de la part des autorités municipales, comme par exemple de fermer les rues à la circulation de 9h à 18h au lieu de les rouvrir 15 minutes après le passage du train cycliste. Ainsi, les participants seront plus à l'aise. Ils pourront commencer à rouler plus tard sans se faire talonner par les policiers.

«Le Tour de l'île ce n'est qu'une journée par année. Alors pourquoi pas donner les rues aux cyclistes? Et pourquoi pas l'autoroute Décarie tant qu'à y être?», lance Michel enthousiasmé.

L'équipe envisage en effet de faire passer l'armée de pédales sur l'autoroute, entre les rues Sherbrooke et Henri-Bourassa, sur huit kilomètres.

Après avoir obtenu le droit de circuler librement dans les rues et les grands boulevards, l'idée d'aller pédaler sur une voie réservée uniquement aux automobiles a séduit les organisateurs.



Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.



Les gens d'hier

Un héritage de Félix-Antoine Savard



CYRILLE FELTEAU

collaboration spéciale

Décédé en 1982 à 86 ans, Mgr Félix-Antoine Savard survit dans ses livres, dans la mémoire de ceux qui l'ont connu, mais aussi dans une oeuvre originale à laquelle il a voué les vingt dernières années de sa vie: la fabrique artisanale des papiers Saint-Gilles, à Saint-Joseph-de-la-Rive, dans ce beau comté de Charlevoix qui lui était si cher. C'est, en quelque sorte, un héritage précieux qu'il a légué à tous les amateurs de beauté et d'écriture, de par le monde.

À l'occasion du cinquantenaire de la parution de *Menaud, maître draveur*, son oeuvre maîtresse, les Presses de l'université Laval font paraître une plaquette de belle tenue où l'on retrace fidèlement les étapes souvent difficiles d'une entreprise hors du commun, née dans l'esprit d'un visionnaire, d'un authentique folkloriste doublé d'un poète qu'on a surnommé à juste titre «le poète de Dieu».

L'auteur, M. Cyril Simard, n'est certes pas le premier venu: docteur en philosophie, architecte et ethnologue originaire de Charlevoix, il a écrit plusieurs ouvrages remarquables sur l'artisanat et les métiers d'art. Il est de plus président du centre commémoratif Félix-Antoine-Savard et de la pa-



Félix-Antoine Savard

papeterie Saint-Gilles, chargé de cours en ethno-muséologie et directeur de la planification et du développement au Musée du Québec.

Curieuse et noble histoire que celle où s'entremêlent les rêves d'un de nos plus grands poètes et les idées pragmatiques d'un industriel québécois, M. Mark Donohue, dirigeant de la compagnie papetière *Donohue Brothers*, de Clermont.

Dans la préface qu'il a signée en qualité de fondateur de la papeterie Saint-Gilles, M. Donohue signale que «l'artisanat québécois fut toujours au premier plan des préoccupations artistiques et culturelles du célèbre écrivain, et la fabrication du papier fait main, l'un de ses desirs les plus chers». Au dire de M. Donohue, qui, pendant de longues années, agit comme un véritable mécène pour cette entreprise hasardeuse, Mgr Savard déploierait que dans un pays comme le Québec, où la production de papier, de papier-journal en particulier, est si abondante, il soit nécessaire de se tourner vers les pays d'Europe ou vers le Japon pour se procurer ce précieux produit de l'artisanat. C'est à partir de ces réflexions que naquit Saint-Gilles, résultat de l'inspiration de Félix-Antoine Savard, de sa volonté de réaliser un si noble projet pour «l'Honneur et la Beauté du Verbe», comme il se plaisait à le dire.

Il faut lire attentivement ce petit livre fort bien présenté pour mesurer toutes les ressources de patience, d'imagination, d'ingéniosité et de dévouement qui furent nécessaires pour mener à bien une entreprise assez peu rentable au départ, d'après les prévisions des gens dits «pratiques». Ses premiers pas furent assurés par un maître-artisan, M. Georges Audet, suivi de M. Marcel Lange-

lier. Comme aucun atelier de ce genre n'existait au Canada, M. Audet dut aller aux États-Unis mais surtout en France pour s'initier aux mille et un secrets du papier fait à la main. En France, c'est à la maison Richard de Bas, en Auvergne, que les deux pionniers de la papeterie Saint-Gilles purent faire leur apprentissage, qu'ils ont assimilé en quelques semaines seulement.

Mais pourquoi le patronage de saint Gilles? L'idée, évidemment, vient de Mgr Savard, qui le comptait parmi ses saints préférés, peut-être à cause des aspects folkloriques de sa vie, poétisée par l'imagination populaire chrétienne, aux premiers siècles de notre ère.

Pour attirer sur son oeuvre de prédilection les bénédictions du Ciel, l'auteur de «La Minuit» composa une très belle «prière à Saint-Gilles» qui se lit comme suit:

*Toi qui naquis Athénien,
te fis ermite en Provence,
et fut le protecteur d'une biche
menacée autant que belle,
O bon Saint-Gilles,
daigne protéger
la Papeterie Saint-Gilles
de Charlevoix,
ses généreux bienfaiteurs,
ses artisans,
ses amis.*

Amen.
Les papiers Saint-Gilles — Héritage de Félix-Antoine Savard, par Cyril Simard, Les Presses de l'université Laval, Québec, 1988. 158 pages.

Demain l'an 2000

Alex, Minitel canadien



**YVES
LECLERC**
collaboration
spéciale

Cinq semaines tout juste après son concurrent direct Ceti, Bell Canada annonçait en grande pompe la semaine dernière le lancement de son réseau télématique fondé sur la norme vidéotex nord-américaine NAPLPS, Alex. Il y a longtemps qu'on entendait parler entre les branches, un bout de temps qu'on l'attendait, quelques mois qu'on se posait des questions sur son orientation, plusieurs semaines déjà que des affiches nous aiguillaient sans rien nous dire sur les murs du métro et les flancs des autobus (comme si les futurs clients du vidéotex prenaient le métro et l'autobus).

«Avec Alex, dit cette publicité, le téléphone n'a pas dit son dernier mot.» Il serait plus juste de dire qu'il n'a pas écrit son premier mot, car nous ne verrons pas le produit réel avant quelque part l'automne prochain, plus vraisemblablement l'hiver; l'annonce d'il y a douze jours était bien cela: une annonce. Ça se comprend, car puisque le concurrent est déjà installé dans la place, il fallait bien faire acte de puissance.

Pour autant que les «previews» et démonstrations en circuit fermé au lancement puis une semaine plus tard dans le cadre du CIEL permettent d'en juger, Alex est essentiellement un Minitel canadien, avec une plus grande souplesse d'affichage et une communication un peu plus rapide du côté de l'utilisateur (en passant, c'est assez amusant que ce soit Bell qui offre un transfert-modem 1 200 baud dans les deux sens — contre 75 aller-1 200 retour pour Minitel — alors qu'il n'y a pas si longtemps elle déconseillait toute communication plus rapide que 300-300 sur des lignes non protégées).

Notez que ceci est plus une pointe ironique qu'une critique: Minitel est la seule véritable histoire de réussite dans l'histoire de la télématique grand public, qui a si souvent été marquée plutôt par des échecs et déceptions. Il n'y a donc aucune honte à suivre son exemple en tentant de l'améliorer.

Qu'y aura-t-il sur Alex? Pour autant qu'on puisse en juger, le mélange classique des services offerts par le vidéotex: consultation de banques de données publiques et utilitaires, des systèmes de réservation et d'achat à distance, un peu plus tard des services à domicile apparentés à ceux des guichets automatiques de banque, et des systèmes de courrier interpersonnel (messageries) «roses» ou pas.

D'après la liste partielle qu'on nous a dévoilée, Bell tient mordicus à offrir dès le départ un éventail plus varié de fournisseurs que celui de Ceti-Minitel. Mais ce sera bien loin des 8 000 services offerts par Minitel en France (ça se comprend), et même assez loin des 7 ou 800 que le système français avait à ses débuts commerciaux.

Après tout, il n'est pas question que Bell (ni Ceti d'ailleurs) effectue pour lancer ce système le genre d'investissement que le gouvernement de Paris avait consenti pour amorcer la pompe, soit pas loin du quart de milliard (de dollars). Le résultat est que, tout en prétendant comme son concurrent et plus que lui encore viser le grand public, Alex est essentiellement orienté, pour une première étape du moins, vers la clientèle commerciale et professionnelle et vers des applications «travail» plutôt que de loisirs et vie sociale.

J'ai déjà exposé ici le raisonnement qui préside à ce type de décision: pour attirer le public en général, il faut offrir un large éventail de services et de choix. Et pour avoir cet éventail, il faut intéresser un grand nombre de fournisseurs de services et d'informations... qui ne seront d'accord que si on leur garantit une large clientèle. D'où un cercle vicieux qu'on ne peut normalement rompre qu'à coups d'investissements massifs.

Dans le secteur professionnel, au contraire, il peut suffire de quelques applications «pointues» particulièrement attirantes pour des catégories précises de clients pour atteindre le seuil de la rentabilité. Il est clair que c'est là la voie qu'ont choisie nos deux rivaux, et que la bataille du vidéotex canadien sera probablement gagnée sur ce terrain avant même que la nouvelle technologie n'atteigne sérieusement le grand public.

Dans cette joute, Bell dispose d'atouts importants: elle

maîtrise son propre réseau, elle est beaucoup plus fortement capitalisée, son produit est plus attirant visuellement.

Mais j'ai actuellement un Minitel sur mon bureau, qui fonctionne et avec lequel, faute de trouver beaucoup de contenus à Montréal, je puis toujours (si mes moyens me le permettent, ce qui n'est pas évident) me brancher sur Paris. D'Alex je n'ai que deux superbes cahiers à anneaux blanc et bleu contenant le «guide du fournisseur» et le manuel technique.

Dans un cas, la coquille est presque vide peut-être, mais elle existe. Dans l'autre, elle n'est qu'une promesse (à la conférence de presse, une rumeur impossible à confirmer prétendait qu'il y avait encore quelques «bogues» dans le terminal Alex).

Cela dit, que représente la venue du vidéotex, sous l'une ou l'autre forme, pour les amateurs de micro-informatique que nous sommes? Idéalement un élargissement de nos horizons. Une bonne part de la responsabilité pour la croissance relativement lente des communications par ordinateur repose sur la multiplicité et la complexité des procédures d'accès et de communication. Voici un système qui, au contraire, réduit le processus à la composition d'un numéro de téléphone et à une pesée sur un bouton.

De fait, dans un cas comme dans l'autre, il ne sera pas nécessaire de vous procurer un terminal si vous avez un ordinateur personnel «standard». Dans le cas du Minitel, il existe déjà des cartes d'émulation et des logiciels pour pratiquement tous les modèles courants, depuis le Sinclair et le Commodore jusqu'au Macintosh II, en passant bien sûr par le PC. Chez Bell, on en promet sinon autant, du moins l'équivalent pour les machines les plus courantes, d'ici quelques mois.

L'intérêt de se servir d'un ordinateur en mode vidéotex n'est pas seulement de faire l'économie d'un terminal: il permettra aussi de capter, de stocker et de traiter les informations tirées du réseau pour ses propres fins, ce qui n'est pas possible avec les terminaux «idiots» proposés par les deux concurrents. Ainsi, les cotes de la Bourse saisies sur Minitel ou sur Alex pourront «nourrir» votre logiciel de gestion de portefeuille et d'analyse boursière, vous pourrez effectuer des tris et des sélections sur des listes de noms cueillies dans l'annuaire téléphonique électronique... ou le pourrez-vous?

La question se pose en effet de savoir quelles limites seront imposées à l'utilisation des informations «cueillies» sur le vidéotex: peut-on s'en servir uniquement à des fins personnelles, pour son travail, à-t-on le droit de les publier ailleurs sous une forme différente? A un collègue européen qui s'interrogeait l'autre jour là-dessus pendant la conférence du CIEL, la seule réponse donnée a été un gros «Bonne question!». Il est un peu énorme de croire que personne ne s'est encore demandé qui, dans cette affaire, est propriétaire des informations que diffuse le vidéotex et quelles sont les limites imposées aux usagers. Mais il paraît clair que si la question est posée, la réponse n'est pas encore complète, et qu'il y a là une zone grise qui peut nous réserver des surprises.

Ce qui est d'autant plus vrai que, d'un côté comme de l'autre, on se défend bien de vouloir exercer un contrôle sur les contenus. Bell en particulier souligne que, selon la loi qui la régit, elle n'a pas le droit d'intervenir dans les contenus, et que de toute façon elle n'en a pas l'intention.

En pratique cependant, il est difficile d'imaginer comment une entreprise d'une telle envergure, qui est traditionnellement si jalouse de la qualité de son image de marque, va pouvoir accepter de laisser passer n'importe quoi dans un service qui est clairement identifié à elle. Après tout, si les contenus d'Alex sont insatisfaisants, incorrects ou offensifs pour un segment ou l'autre de la clientèle, ce ne sont pas les fournisseurs individuels mais le maître d'oeuvre qui en sera tenu responsable devant l'opinion publique.

Le problème ne devrait pas se poser trop fort au début, quand les principaux fournisseurs seront ceux qui auront été pressentis par les créateurs du réseau et représenteront des entreprises importantes et le plus souvent assez conservatrices. Mais si le vidéotex connaît le moindre succès, viendront bientôt s'y greffer des dizaines de petits services roulant sur des petits systèmes (et pourquoi pas des micro-ordinateurs, comme c'est le cas souvent en France), et le contrôle de la qualité, de l'à-propos et du bon goût de certains d'entre eux risque de ne pas être une sinecure...

De l'infusion à la bombe atomique

Voici des exemples de pesticides biologiques, en allant du plus doux au plus fort. Les professeurs d'agriculture écologique recommandent toujours d'observer d'abord, puis d'essayer de lutter par le compagnonnage ou d'autres moyens de soigner le sol (haies brise-vent, engrais vert, etc.), puis d'utiliser les phéromones (substances sécrétées par l'insecte pour attirer son partenaire sexuel) comme trappes à insectes et enfin, si le problème n'est pas réglé, d'utiliser un insecticide biologique, dont voici une liste, du plus doux au plus vigoureux:

- pour le jardin: une infusion à base d'absinthe, ce qui éloigne les insectes nuisibles pour quelques heures,

- pour le jardin ou la maison: un savon insecticide (Safer's de son nom commercial)

- pour l'agriculture ou les jardins: la rotenone. La rotenone provient de la racine d'une plante. Elle est toxique pour tous les animaux à sang froid et pour les insectes. Les Indiens en pressaient le jus dans l'eau du ruisseau, ce qui était toxique pour les poissons et les rendaient faciles à pêcher.

- la pyréthrine: également extraite d'une racine, elle est encore plus puissante que la rotenone.

- le B.T., pour *Bacillus thuringiensis*: vendu sous forme de poudre, il s'agit d'un virus qui tue très efficacement les chenilles.

- le B.T.I.: variété du B.T. qui tue les larves de maringouins

- Enfin, les «bombes atomiques» biologiques, produits égaux en puissance: la sabadilla, la nicotine et la terre de diatomée. La première est une petite baie du Pérou, très toxique, qui occasionne de fortes chutes de pression chez l'homme. La nicotine, extraite des feuilles de tabac, est également très toxique. Non diluée, il faut prendre garde à ne pas l'échapper sur la peau car elle la traverse et peut causer la mort. Quant à la terre de diatomée, elle reste très longtemps dans le sol et peut causer une silicose si on l'inhale en la déposant.

SUIVRE LA MODE

Suivre la mode

SUITE DE LA PAGE B 1

ressources sont insuffisantes pour répondre à la demande.

La Terre de diatomée

«Le gros avantage des pesticides biologiques, c'est qu'ils ont généralement une faible période de rémanence, c'est-à-dire qu'ils se décomposent rapidement dans l'environnement», explique le Dr Hill. Souvent, les composés chimiques ne se dégradent pas avant des dizaines d'années.»

Ironiquement, le premier pesticide naturel à sortir du laboratoire du Dr Hill, est la terre de diatomée, un produit non toxique

pour les mammifères et les humains mais qui demeure longtemps dans l'environnement sans se décomposer.

Il y a cinq ans, la terre de diatomée arrivait sur le marché québécois. Lancé d'abord par la compagnie N.-C. (Non Chemical), il a été repris par Chemfree sous le nom d'*Insectigone*.

La terre de diatomée est extraite de dépôts d'organismes marins fossilisés (algues et plantes unicellulaires). Inoffensive pour l'humain (à moins d'en inhaler de grandes quantités), elle agit sur l'insecte comme un décapant, comme des petits cristaux de verre concassés.

Ceux-ci sont amassés par les poils de l'insecte et attaquent les minuscules couches de cire qui protègent l'hexapode de la déshydratation. Si l'insecte ingurgite cette poudre odorante, le processus d'assèchement s'accélère. En

réalité, il s'agit d'un insecticide physique, qui agit par un phénomène physique plus que chimique ou biologique.

L'insecte évite normalement la terre de diatomée, mais dans l'insecticide, cette dernière a été mélangée à un appât.

«Nous avons mis au point plusieurs sortes d'insecticide T.D., dépendant de l'insecte visé», explique Stuart Hill.

Hôpitaux et supermarchés

À cause de cette grande durabilité, on recommande d'utiliser la T.D. à l'intérieur des bâtiments plutôt qu'à l'extérieur. L'utilisation extérieure a un autre inconvénient: la T.D. s'attaque indifféremment à tous les insectes, y compris les insectes utiles, les prédateurs des insectes nuisibles.

La T.D. est disponible dans quelques centres jardin et chez

Pascal. La compagnie qui la fabrique, Chemfree, située à Kirkland, vient de décrocher un gros contrat à Hong-Kong.

Une autre compagnie, Benmax Services antiparasitaires, se spécialise dans le traitement des grands bâtiments avec des méthodes biologiques, incluant la T.D. Son président, M. Yvon Tardif, est un partisan convaincu de l'utilisation de pesticides naturels.

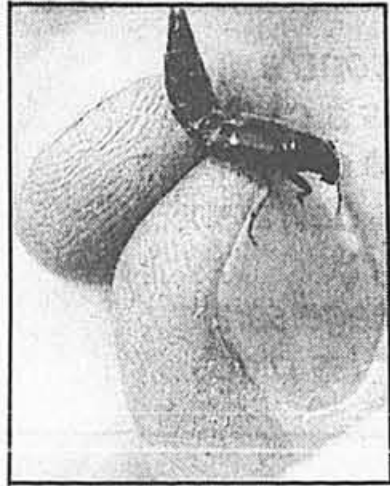
«J'ai moi-même été malade à force de répandre des pesticides chimiques, relate-t-il. Je n'en reviens pas des risques qu'on prend à traiter chimiquement les endroits où on soigne les gens et où on achète la nourriture. On peut imaginer facilement de la nourriture contaminée par un arrosage chimique. Il me semble que tous les hôpitaux et les supermarchés qui ont besoin d'utiliser des pesticides devraient lutter avec des moyens biologiques.»

DE NOUVEAUX

De nouveaux pesticides

SUITE DE LA PAGE B 1

On sait que les ormes sont de plus en plus décimés par la maladie hollandaise de l'orme. M. Cadieux affirme qu'il y a pourtant une façon biologique de préserver ces arbres: on plante des sureaux blancs tout autour. Les



Le staphylin est un prédateur qui attaque plusieurs type de larves. Il s'est retrouvé sans qu'on l'y ait mis dans la serre de Saint-Jean-sur-Richelieu, sans doute parce que les conditions étaient favorables

petits fruits du sureau attirent les oiseaux qui en profitent pour manger aussi le scolyte, cet insecte qui transporte le microbe de la maladie d'un orme à l'autre.

En gros, on recommande aux gens de ne pas se contenter de la monoculture, mais de faire plusieurs variétés de culture, pour permettre aux insectes prédateurs de se nourrir tout l'été. Le même principe vaut pour les plantes et

arbres à fleur: en ayant une certaine variété, on a des fleurs toute la saison.

Descendre du tracteur

On ne dira jamais assez aux jeunes d'observer, affirme M. Cadieux. «Ce n'est pas en restant confortablement assis sur leur tracteur avec leur walkman sur les oreilles qu'ils vont comprendre ce qui se passe dans leur champ», explique-t-il. Il faut écouter ce qui se passe dans le champ et regarder les types de ravageurs qui y sont.

Les agriculteurs peuvent aussi s'inscrire au réseau de dépistage d'Agriculture Canada. «On surveille par le réseau le charançon de la carotte, explique M. Cadieux. On place des pièges à différents endroits dans le champ de carottes. Lorsqu'un piège dévoile la présence de charançons en quantité qui pourrait devenir dangereuse, on traite alors localement au lieu de vaporiser sur tout le champ.»

Le charançon de la prune

Un des projets de recherche du Dr Hill, de l'Université McGill, nous donne un autre exemple d'agriculture écologique. L'étude porte sur le charançon de la prune, cet insecte qui attaque les vergers du Québec. «Nous commençons à connaître suffisamment bien cet insecte pour pouvoir le combattre», explique M. Hill.

Le Dr Hill et son équipe ont marqué les charançons avec un isotope radioactif et les ont ainsi suivis au fil de leurs pérégrinations cycliques. Le charançon de la prune passe l'hiver hors du verger, au pied des gros arbres en bordure de la forêt (jamais des conifères). Au printemps, il revient s'accoupler autour des pommiers en fleur. Pendant deux semaines,

on peut entendre les petits bruits qu'ils font pour attirer l'insecte du sexe opposé.

Plutôt que d'arroser abondamment les pommiers d'insecticide au printemps, une des façons écologiques de combattre le charançon est de limiter à deux ou trois les gros arbres à l'orée du bois et de faire un traitement local radical au pied de ces arbres au moment de la migration des charançons.

Une autre façon, plus écologique encore, consiste à libérer des animaux de basse-cour dans le verger durant les deux semaines des amours. On peut alors voir les volailles écouter les sons qui montent du sol et happer les insectes d'un bon coup de bec. On peut aussi jeter des graines d'oiseaux sur le sol pour attirer les volatiles, qui mangeront aussi les charançons.

Une autre méthode qui préserve l'environnement consiste à planter un prunier dans le verger de pommiers. Le charançon se dirigera de préférence vers le prunier, qui sert ainsi d'appât. Une fois qu'ils sont tous bien groupés dessous, il ne reste qu'à traiter localement avec un insecticide biologique.

Le puceron des serres

Un autre projet du laboratoire du Dr Hill porte sur le puceron, un insecte minuscule qui cause pourtant un problème de taille dans les serres. «Nous essayons de développer des prédateurs qui seront actifs même en hiver», précise le Dr Hill. Habituellement, avec le raccourcissement des heures d'ensoleillement, les insectes s'ensoufflent dans le sol en hiver et il n'y a plus d'insectes pour manger les pucerons qui, eux, continuent de manger les feuilles.



PHOTO RENE PICARD, La Presse

Claude Cadieux examine un piège englué qui attire les mouches blanches, des ravageurs qui s'en prennent aux tomates.

On essaie aussi de déterminer quelle quantité de lumière ils ont besoin pour continuer leur activité même en hiver et voir si on peut la leur donner par l'éclairage artificiel.

Médecine

Vaut-il parfois mieux s'accommoder de son mal?

W. GIFFORD-JONES

collaboration spéciale



Supposez qu'à l'âge de 60 ans, votre médecin vous découvre un cancer de la prostate. Vous feriez-vous opérer, ou préféreriez-vous laisser les choses telles quelles? J'ai posé récemment cette question au Dr Gerald Cook, l'un des urologues les plus réputés de Toronto, et je l'ai fait pour une raison bien précise: tout porte à croire que dans ce domaine, les hommes tombent souvent dans le même piège que les femmes qui se soumettent à la mastectomie radicale. La prostatectomie radicale donne le plus souvent des résultats tout aussi décevants.

Le Dr Cook cite le cas d'un homme de 65 ans qui s'était prêt à cette opération dans le but de se débarrasser d'une tumeur maligne. On s'aperçut toutefois que le cancer n'avait pas été totalement éliminé, et par surcroît, l'incontinence urinaire qui suivit l'intervention mit abruptement fin à la vie sociale du malheureux, qui, de plus, était désormais impuissant. On est alors en droit de se demander s'il aurait consenti à subir cette opération s'il avait eu au courant des risques qu'elle entraînait.

Le cancer de la prostate est l'affection maligne la plus commune des hommes de plus de 60 ans. La tumeur croît généralement lentement et, au début du moins, elle ne manifeste aucun symptôme. Par la suite, elle pourra se traduire par une obstruction urinaire, l'apparition de sang dans l'urine et enfin, la douleur, lorsque la malignité se sera propagée aux os. Le médecin devra soupçonner le cancer de la prostate s'il détecte la présence d'une nodosité dure à l'exa-

men rectal. Toutefois, un diagnostic positif ne pourra être effectué que par une biopsie.

Les sexagénaires qui contractent le cancer de la prostate se trouvent acculés à un éfrayant dilemme. Les pathologistes savent comment diagnostiquer la malignité, mais, contrairement à d'autres types de cancer, ils ne peuvent préciser s'il s'agit d'une tumeur à croissance lente ou rapide. Par exemple, l'autopsie des hommes de plus de 80 ans qui meurent d'autres causes révèle, dans 80 p. cent des cas, la présence de cellules cancéreuses dans la prostate. Et 10 p. cent des octogénaires qui requièrent une prostatectomie pour éliminer une glande bénigne tuméfiée qui bloque leurs voies urinaires comptent également des cellules cancéreuses dans la prostate. Cette impossibilité de juger du potentiel de malignité du cancer de la prostate explique les points de vue différents des urologues quant au meilleur traitement à appliquer.

Cette impasse risque d'avoir des conséquences désastreuses pour certains patients. Par exemple, un homme de 65 ans atteint d'une tumeur à croissance lente pourrait peut-être vivre encore 20 ans, s'il ne succombait pas à une autre maladie ou s'il ne se faisait pas écraser par un autobus dans l'intervalle. Quelle décision catastrophique il prendrait alors, si une prostatectomie devait le laisser incontinent ou impuissant, ou si le tissu cicatriciel consécutif à l'opération devait provoquer un blocage des voies urinaires. Il serait, dans ce cas, victime du traitement lui-même.

Les patients se font parfois dire: «Si vous ne vous faites pas opérer, vous n'avez aucune chance de vous en sortir». C'est peut-être vrai dans certains cas; mais alors, une tumeur prostatique à croissance rapide s'est déjà propagée ailleurs, et ces malades mourront qu'ils se fassent opérer ou non. La prostatectomie radicale n'a donc plus aucu-

ne raison d'être, et pourquoi y assujettir une personne à laquelle il reste si peu de temps à vivre?

Le Dr Willett Whitmore, du Memorial Hospital de New York, un spécialiste mondial connu du cancer de la prostate, affirme que le taux de survie dépend beaucoup plus de la nature biologique du cancer que du traitement lui-même.

Pour sa part, le Dr Cook souligne un autre facteur capital: dans 90 p. cent des cas de prostatectomie, le cancer n'est pas totalement éliminé. Si bien que le spécialiste s'oppose par principe à la chirurgie radicale, lui préférant de beaucoup des examens réguliers pour surveiller la nodosité: si elle semble grossir, on pourra alors tenter un traitement local aux radiations.

De nombreux chirurgiens sont par contre d'avis que la prostatectomie radicale offre la seule chance de guérison. Néanmoins, le traitement que les médecins préconisent n'est pas toujours celui qu'ils choisiraient pour eux-mêmes. Le soupçonner de nombreux urologues opéreraient pour le statu quo plutôt que de s'exposer aux complications et aux aléas d'une prostatectomie radicale.

Quant à moi, je conseille toujours à mes patients de demander l'avis de plusieurs spécialistes avant de consentir à cette opération, et d'être bien certains de savoir à quelles complications éventuelles ils s'exposeraient en la subissant. «Aux grands maux les grands remèdes», dit-on, mais encore faut-il, dans le cas du cancer de la prostate, comprendre ce que pourra être sa vie après une telle intervention. Les sexagénaires doivent en outre réaliser que biologiquement, ils sont sur le déclin, et qu'il peut se produire bien des choses avant qu'une tumeur maligne de la prostate ne leur cause des ennuis sérieux. Dans ce cas particulier, il vaut peut-être mieux s'accommoder de son mal que de tenter de s'en défaire.

Catastrophe écologique en mer de Barents

Reuter
OSLO

La mer de Barents, au nord de la Norvège et de l'Union soviétique, est frappée par une catastrophe écologique qui menace la grande variété d'espèces maritimes peuplant ses eaux.

Après des années de surexploitation des eaux par les chalutiers de nombreux pays européens, des centaines de milliers d'oiseaux marins et de phoques sont morts de faim, l'équilibre de la chaîne alimentaire ayant été rompu, affirment les écologistes.

« Nous sommes confrontés à une catastrophe écologique en mer de Barents », affirme Johannes Hamre, chercheur à l'Institut de recherche maritime norvégien à Oslo.

« Ça ne peut pas devenir pire que maintenant. Si cela s'était produit à terre, cela aurait été considéré comme l'une des plus grandes catastrophes na-

tuelles au monde. Mais parce que tout se passe sous l'eau, personne ne se rend compte de ce qui arrive ».

La mer de Barents s'étend sur 1,5 million de km² au nord de la Norvège et de l'URSS.

Les écologistes affirment que son fragile équilibre écologique a été détruit par la surexploitation de deux importantes espèces : le hareng et le capelan.

Le capelan est un petit poisson qui se nourrit de plancton, et constitue le plat préféré de plus gros poissons, dont la morue. Le hareng, lui, constitue l'aliment majeur des oiseaux marins et des phoques.

L'an dernier, près de 70 000 phoques — qui habituellement vivent loin des côtes — ont péri lorsqu'ils ont été pris accidentellement dans des filets de pêcheurs au nord de la côte norvégienne. Ils s'étaient rapprochés des côtes dans l'espoir de trouver de la nourriture.

Particules

UNE OMELETTE SANS OEUFS, S.V.P.!

Après avoir inventé une crème glacée sans crème, David Mintz vient de pondre des oeufs sans cholestérol... C'est en cherchant une façon de contourner les lois de l'alimentation kocher, interdisant de consommer des produits laitiers avec de la viande, que ce juif orthodoxe a découvert le filon du tofu, raconte le magazine *Discover* dans sa dernière édition. Son Toffuti, une sorte de sorbet végétal, ayant eu du succès, et pas seulement dans la communauté juive, David Mintz a récidivé. Les mets préparés à son usine alimentaire du New Jersey comptent maintenant : du pain doré, des pâtes, de la pizza, du gâteau au fromage, le tout à base de tofu. Le dernier-né est le substitut d'oeuf qui a, paraît-il, la saveur de l'original, moins le cholestérol. Un seul inconvénient : impossible d'en faire un oeuf au miroir...

DU NOUVEAU DANS LE MÉTRO

Les conducteurs du métro de Montréal pourront bientôt travailler en position assise, plutôt que debout, annonce le bulletin *Poly en bref*. La compagnie Genicom, fondée par deux anciens de l'École Polytechnique, vient de concevoir une cabine de métro à «sécurité ergonomique», qui permettra aux conducteurs de piloter leurs rames dans de meilleures conditions. Le prototype de la nouvelle cabine est exposé au Salon de la prévention, qui se déroule jusqu'au 13 juin à la Place Bonaventure.

PANIQUE ET COCAÏNE

Si vous êtes sujet à des crises de panique inexplicables — palpitations, mains moites, respiration difficile, sentiment d'un danger imminent etc. — il s'agit peut-être de séquelles de la cocaïne que vous consommez il y a de cela des années. Un médecin américain, le docteur Henry Abraham, de Boston, a étudié l'activité cérébrale de dix personnes souffrant de ce genre de crises, qui touchent environ 6 p. cent de la population aux États-Unis. Il a découvert, chez huit d'entre elles, une activité électrique anormale du côté du lobe temporal du cerveau. Or, ces huit patients ont tous fait usage de psychostimulants — cocaïne,

LSD et amphétamines — à des moments remontant, dans certains cas, à plusieurs années. Le docteur Abraham suppose que l'usage de ces substances peut affecter cette partie du cerveau qui commande les réactions à des situations d'urgence. Le chercheur a fait part de ses découvertes au récent congrès de l'Association des psychiatres américains, à Montréal. Il a cependant souligné qu'il ne s'agissait que d'une piste, qui demeure à être explorée.

MÉDECINE: ARCHIVES FRANÇAISES À MCGILL

L'université McGill vient d'acquiescer un lot de 22 500 thèses médicales écrites par des chercheurs français au 19^e siècle. Un trésor de documentation où l'on retrouve les écrits de l'inventeur du stéthoscope René Laennec, du cardiologue Bouillaud, du psychiatre Royer-Collard, qui a eu pour patient le marquis de Sade, du chirurgien de l'armée de Napoléon Jean Larrey, et bien d'autres. Les thèses sont conservées à la bibliothèque Osler d'histoire de la médecine.

UNE «PYRAMIDE» CANADIENNE

Le parc national de Gros Morne, à Terre-Neuve, fait partie depuis vendredi du «patrimoine mondial» et devient, à ce titre, un territoire protégé. La désignation lui a été décernée par le prince Edward, de passage dans la province pour une visite de cinq jours. S'adressant à des centaines d'élèves et de dignitaires, le fils cadet de la reine Elizabeth a expliqué que le site recèle une formation géologique exceptionnelle, ce qui lui a valu ce titre, accordé par l'ONU. Le parc de Gros Morne partage cet honneur avec

les pyramides égyptiennes, les îles Galapagos et 285 autres sites à travers le monde.

LE CHIEN QUI PARLE

Pour communiquer entre eux, les chiens utilisent un langage qui comporte même... des dialectes, affirme un biologiste américain de l'université de l'Arizona. Pour parvenir à cette conclusion, le professeur Con Slobodchikoff a étudié une population de chiens de prairies. Il a d'abord établi que ceux-ci émettent huit types de signaux, et il a mis l'accent sur un seul : le signal du danger. Son équipe a observé et enregistré les aboiements des chiens devant dif-

férentes situations d'urgence : arrivée d'un faucon, d'un homme avec un fusil, etc. Les sons enregistrés ont été classés selon 12 caractéristiques (fréquence, etc.) Résultat : les aboiements différaient selon le type de danger. « Non seulement avons-nous découvert que les chiens utilisent des mots différents selon qu'ils signalent la présence d'un humain ou d'un coyote, mais aussi qu'il existe des différences de prononciation. Il semble y avoir des dialectes dans ce langage », a dit le chercheur. Ce dernier estime que les chiens étaient capables de transmettre des informations descriptives, telles que la couleur du manteau du prétendu chasseur...

Génies en herbe

A CINÉMA

1. James Dean
2. John Huston
3. Alfred Hitchcock
4. Fritz Lang
5. Brigitte Bardot

B VARIÉTÉ

1. Le Danemark
2. Rome
3. Anvers
4. Le café
5. La Californie
6. L'Italie
7. La France
8. 1976
9. François Mauriac
10. Gaston Maspéro
11. Les Lapons
12. Mâcon en 1790
13. Hô Chi Minh
14. Dijon
15. Jérusalem

C SPORTS: HOCKEY

- | | | |
|-------|------|------|
| 1. C | 2. G | 3. E |
| 4. I | 5. A | 6. H |
| 7. F | 8. J | 9. D |
| 10. B | | |

D MUSIQUE MODERNE

1. Life in a Day
2. Canada
3. More Songs About Buildings and Food
4. 1978
5. 1964
6. Some Great Rewards
7. Tom Bailey
8. Revolution
9. Orchestral Manoeuvres in the Dark
10. Mike Scott

E IDENTIFICATION

Robert Andrews Millikan

ÊTES-VOUS EN SANTÉ?

Pour être en forme cet été, apprenez à relaxer



- Assistez aux démonstrations spectaculaires de plusieurs fédérations sportives et constatez l'effet bénéfique de ces sports sur votre santé
- Infiltez-vous au shiatsu, do-in, tai-chi et venez à bout de votre tension et de votre fatigue chronique



- Participez au tirage d'une fin de semaine pour deux au Château Bromont et au Spa Concept!
- Plein air et ressourcement: découvrez les parcs et habitats fauniques du Québec et appréciez leurs bienfaits sur votre qualité de vie

9 au 13 juin

Palais des Congrès de Montréal

Adultes: 6 \$

Étudiants, Âge d'or: 5 \$

GRATUIT: Enfants 12 ans et moins accompagnés d'un adulte



ÊTES-VOUS OBSERVATEUR?

RÉPONSES

- 1) Oreille de l'homme de droite.
- 2) Puit de l'homme de gauche complète.
- 3) Coin de la base de vitrine indiquée.
- 4) Pied du remonte-pente complète.
- 5) Axe de la grande roue non indiquée.
- 6) Le -A- de -BAR- plus haut.
- 7) Le -H- de -HOTEL- déplacé.
- 8) Profil du talus de neige du bas modifié.

Le bridge

Choisir la bonne carte

ANDRÉ TRUELLE

Il ne suffit pas toujours à la défense de choisir la bonne couleur. Encore faut-il choisir la bonne carte. Voyons l'exemple suivant.

Donneur: Nord
Vulnérabilité: Nord-Sud

Nord	
♠ D 9 2	
♥ R 8 4	
♦ R D 6	
♣ A D V 9	
Ouest	
♠ R 8	♣ 7 5 4
♥ A D 10 5 2	♥ 9 7
♦ 10 9 8 3	♦ 7 5 2
♣ 10 5	♣ R 8 4 3 2
Sud	
♠ A V 10 6 3	
♥ V 6 3	
♦ A V 4	
♣ 7 6	

Les enchères:
Nord Est Sud Ouest
1 SA passe 3 Pi passe
4 Pi passe passe
Entame: 10 de K

Le déclarant gagne du Roi de K au mort et tente l'im-passe du Roi de Pi. Il perd la levée à Ouest qui revient de l'As de Co, puis d'un petit Co. Le déclarant hésite un moment puis joue le Roi. Il va chercher les atouts et tente l'im-passe du Roi de Tr. Il perd de nouveau, mais comme Est n'a plus de Co, le déclarant jette son Valet de Co sur un Tr affranchi du mort. Le contrat est réussi.

Si Ouest a choisi la bonne couleur en switchant à Co, après avoir gagné du Roi de Pi, il a joué la mauvaise carte. Il lui fallait jouer la Dame de Co, et non l'As. Le déclarant va gagner au mort, mais quand il perdra l'im-passe du Roi de Tr. Est pourra jouer petit Co vers la fourchette A-10 de son vis-à-vis. Et le contrat sera battu.

RÉNOVATIONS L'ACADIE

45% DE MOINS

que notre liste de prix suggérés sur nos cuisines en mélamine.

AUSSI DISPONIBLES

- salles de bain
- salles de jeu
- rajouts
- TOUT GENRE DE RÉNOVATION

PRÊT BANCAIRE DISPONIBLE POUR RÉNOVATION

MODÈLES EXCLUSIFS 88

ESTIMATION À DOMICILE

MONTRÉAL
9725, boul. L'ACADIE
Montréal
337-0702

HEURES D'OUVERTURE
Samedi et dimanche, de 10 h à 17 h. Du lundi au mercredi de 9 h à 18 h. Jeudi et vendredi, de 9 h à 20 h.

RIVE-SUD À GREENFIELD PARK
25, boul. TASCHEREAU
465-5931

12 MOIS SANS INTÉRÊT



ORTHOPÉDIQUE DE LUXE AVEC GARANTIE 20 ANS

L'ENSEMBLE 39" 2 morceaux **29\$ / MOIS** OU **348\$**

L'ENSEMBLE 54" 2 morceaux **39\$ / MOIS** OU **468\$**

L'ENSEMBLE «QUEEN»
2 morceaux **49\$ / MOIS**
OU **588\$**

L'ENSEMBLE «KING»
3 morceaux **59\$ / MOIS**
OU **708\$**

PROMOTION
Ens. 39" **129\$**
Ens. 54" **169\$**
GARANTIE 10 ANS

Quelques modèles légèrement imparfaits **1/2 PRIX** sont offerts à jusqu'à épuisement des stocks

ORTHOPÉDIQUE
• Surface matelassée avec double piqûre
• Sommier-caisse antidérapant renforcé pour un meilleur support au niveau du dos.
Ens. 39" PSM 495\$ **229\$**
Ens. 54" PSM 599\$ **299\$**
Ens. «Queen» PSM 799\$ **399\$**
GARANTIE 15 ANS

- Matelas ferme avec ressorts travaillant individuellement pour un meilleur confort.
- Sommier rigide pour prévenir les maux de dos.
- Sommier antidérapant
- Recouvert de tissu 100% coton non allergène, traité pour retarder le feu.
- Offrant un confort exceptionnel aux personnes souffrant de maux de dos.

POSSIBILITÉ DE LIVRAISON LE MÊME JOUR
Les garanties sont sujettes aux conditions du manufacturier — valeurs décroissantes.

MATELAS RÉAL BÉDARD

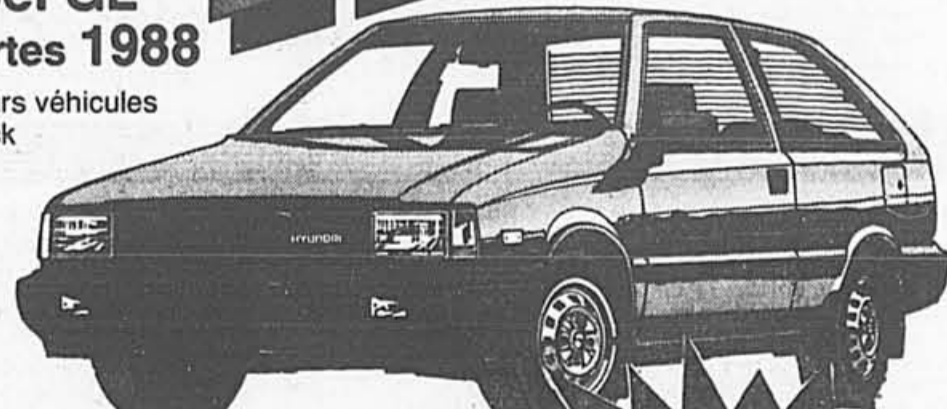
Rendez visite au spécialiste du confort
6201, rue DE NORMANVILLE
angle Bellechasse
2 rues à l'est de Christophe-Colomb
273-1706



SUPER RABAIS

sur nos
Excel GL
5 portes 1988

Plusieurs véhicules en stock



Le meilleur prix pour sa qualité, à partir de

7295\$

Transport et préparation en sus.

HYUNDAI

Des voitures bien pensées.

AUTOMOBILES CORÉE LONGUEUIL

1680 Marie-Victorin, Longueuil

670-2080

là où le service fait toute la différence

Corée Longueuil vous offre une boîte automatique **GRATUITE** à l'achat d'une Hyundai Excel GL 5 portes 1988. Un achat intelligent!

Les luttes intestines font six autres victimes chez les Palestiniens

selon l'Agence France Presse
BEYROUTH

Des accrochages entre opposants et partisans de Yasser Arafat se sont poursuivis hier, dans les camps palestiniens de Beyrouth où six personnes ont été tuées et 35 autres blessées. Ce bilan porte à 16 le nombre des tués — dont un soldat syrien — et à 105 celui des blessés dans les affrontements qui opposent les deux formations depuis jeudi soir.

Pendant douze heures consécutives, le camp presque entièrement détruit de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, et celui de Bourj Barajneh, enclavé dans la banlieue chiite, ont été bombardés au mortier à partir des positions du Fatah-Commandement provisoire (pro-syrien, du colonel Abou Moussa) à l'extérieur des camps, a-t-on précisé de source palestinienne.

Le Fatah (principale composante de l'OLP, de M. Yasser Arafat) a précisé dans un communiqué que « près de 4 000 obus se sont abattus sur les camps » à partir des positions du Fatah-CP à Beyrouth-ouest (sous contrôle syrien) et dans la montagne druze, au sud-est de la capitale. Le bruit des explosions était

clairement perçu jusqu'au cœur de Beyrouth. Hier soir, un communiqué, signé « Ce qui reste des habitants du camp de Chatila », a appelé les organisations palestiniennes à intervenir « pour mettre un terme au bombardement hystérique auquel est soumis le camp et au suicide collectif qui ne sert que les intérêts de l'ennemi ».

Le communiqué précise que ces bombardements achèvent de détruire le camp, presque entièrement en ruines après le siège que lui a imposé pendant trois ans le mouvement chiite Amal, et qui a été levé en janvier. Des habitants du camp contactés par téléphone ont indiqué qu'ils n'étaient pas sortis des abris depuis trois jours.

Le Fatah a de son côté appelé, hier, « les responsables de la sécurité », dans une allusion à l'armée syrienne, « à arrêter le massacre ». Il a en outre accusé le Fatah-CP d'avoir arrêté « des dizaines » de ses partisans au cours des derniers jours dans le camp de Mar Elias et à Beyrouth-ouest. L'armée syrienne contrôle la périphérie de Chatila et Bourj Barajneh, ainsi qu'une partie de la montagne au sud-est de Beyrouth.

Par ailleurs, en Cisjordanie, des Palestiniens ont participé à des manifestations d'ampleur, par solidarité avec environ 2 000 des leurs emprisonnés dans les territoires sous occupation israélienne. Mais, en dépit des appels à une « journée d'action » lancés par la direction clandestine du soulèvement palestinien de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, un calme relatif a régné dans les territoires.

Enfin, le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres a, pour sa part, repoussé, en la déclarant sans conséquence, une résolution du sommet arabe réclamant la création d'un Etat palestinien indépendant. « Il s'agit d'une phraseologie qui n'engage en rien la politique d'Israël », a-t-il déclaré, qualifiant les « décisions du sommet arabe appelant Israël à restituer tous les territoires et à accepter la création d'un Etat palestinien » d'« infantiles et d'illogiques ».

Par contre, il a réaffirmé son soutien à une conférence internationale de paix qui devrait déboucher sur des négociations directes entre Israël et une délégation jordano-palestinienne. Cette conférence, selon M. Peres, ne devrait pas pouvoir imposer ses vues aux parties en présence.

Les escadrons de la mort font 14 victimes

d'après AFP et Reuter
BOGOTA

Les sinistres « escadrons de la mort » font reparler d'eux en Colombie, où une bande armée vient de semer la mort dans les rues de Bucaramanga, à 300 kilomètres au nord de Bogota, tuant pas moins de 14 personnes au cours des deux derniers jours.

Cette fois-ci, il s'agit de « la Main Noire », une organisation mystérieuse qui s'est déjà signalée dans un passé récent en assassinant prostituées, vagabonds, petits voleurs et marginaux de toutes sortes.

Ces bandes de tueurs opèrent généralement la nuit, à bord de véhicules, arrosant leurs victimes de plomb au coin des rues des quartiers douteux, ou faisant irruption dans des bars ou des restaurants.

Parfois les massacres sont découverts quelques jours plus tard, les corps abandonnés au bord d'une route, ou enterrés à la va-vite dans un dépôt d'ordures, comme dans le cas des homosexuels assassinés à Cali en 1986.

Selon une étude menée par l'université nationale de Bogota, « ce type de violence est apparu en Colombie comme une forme de substitution ou de prolongation par la voie des armes et de la violence des organes de l'Etat chargés d'administrer la justice et de faire respecter l'ordre public ».

Ces bandes s'en prennent à des mouvements politiques d'opposition, à des syndicalistes ou à des milieux soupçonnés de sympathies avec la guérilla, ou tout simplement, comme c'est le cas à Bucaramanga, aux marginaux.

Ces groupes sont responsables de l'assassinat de plus de 600 militants de l'Union patriotique, un parti d'extrême-gauche issu de la trêve de 1984 entre le gouvernement et l'organisation de guérilla communiste FARC et où sont représentées plusieurs tendances de la gauche non-communiste. Une situation qui, dans les campagnes et les petites villes, a mis en position d'extrême vulnérabilité les membres de ce parti, un peu trop vite assimilés dans les esprits à la guérilla.

Affrontements sanglants en Azerbaïdjan

d'après AFP et Reuter
MOSCOU

De nouveaux incidents ethniques ont éclaté hier, à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan soviétique, alors que des Azéris manifestaient dans le centre de la ville, certains en scandant « mort aux Arméniens ». Plusieurs Arméniens seraient morts poignardés par des Azéris, selon des informations communiquées à Moscou de source proche d'organisations de défense des droits de l'homme.

Ces sources ont été contactées après que le dissident soviétique Valery Senderov eut indiqué que de « nouveaux pogroms » avaient eu lieu à Bakou contre la minorité arménienne de la ville et que « des milliers de gens » manifestaient dans les rues. M. Senderov a cité des sources à Bakou selon lesquelles plusieurs Arméniens auraient été tués dans les quartiers arméniens de Bakou.

Selon les sources occidentales, une manifestation a également eu lieu jeudi dernier devant les bâtiments du gouvernement local au cours de laquelle les participants ont crié des slogans anti-arméniens, appelant les Arméniens, de religion chrétienne, à quitter l'Azerbaïdjan, à majorité musulmane.

La tension en Azerbaïdjan s'est accrue au cours des dernières semaines alors que les troubles se poursuivent dans le Nagorny-Karabakh, région à majorité arménienne enclavée dans l'Azerbaïdjan. Les Arméniens demandent le rattachement du Nagorny-Karabakh à la république voisine d'Arménie. Les troubles du mois de février dans le Nagorny-Karabakh et en Arménie avaient donné lieu à des pogroms à Soumgaït, ville industrielle au nord de Bakou, au cours desquels 26 Arméniens avaient été tués.

Par ailleurs, Vassili Chepilov, un prêtre orthodoxe de 60 ans, a été libéré vendredi après quelque quarante années passées dans des camps et des hôpitaux psychiatriques. Le père Chepilov avait été arrêté pour la première fois en 1949. Il avait passé plusieurs années dans des camps, jusqu'à la fin des années 50, notamment en Sibirie et à Kazan, sur les rives de la Volga, à un millier de kilomètres à l'est de Moscou. Il devait ensuite être interné dans divers hôpitaux psychiatriques.

De source ecclésiastique occidentale, on a précisé que le père Chepilov avait été condamné pour « agitation antisoviétique » en raison de ses activités religieuses et pour avoir étudié dans un séminaire non-officiel. Cette libération intervient alors que se déroulent les festivités du millénaire de la christianisation de la Russie.

La rencontre des étudiants des deux Corée remise en août

d'après UPI, AFP et Reuter
SÉOUL

Une trentaine d'étudiants radicaux sud-coréens ont lancé des bombes incendiaires contre un édifice du gouvernement dans le centre de Séoul hier, tandis que des milliers d'étudiants réunis à l'université Yonsei dans la capitale ont affirmé qu'ils essaieraient à nouveau de rencontrer leurs collègues de Corée du Nord après que la police anti-émeute les aient dispersés violemment avant-hier.

Les bombes lancées contre un édifice du gouvernement à Séoul ont causé des dommages matériels mais n'ont pas fait de blessés, a indiqué la police.

Environ 3 000 étudiants réunis à l'université Yonsei ont présenté hier leurs excuses aux étudiants nord-coréens qu'ils devaient rencontrer vendredi au terme d'une « grande marche » vers la frontière.

Ils ont proposé de remettre au 15 août prochain le rendez-vous manqué du village frontalier de Panmunjom, seul point de contact entre les deux pays.

Les violents affrontements de vendredi entre la police anti-émeute sud-coréenne et les étudiants militants, qui tentaient de se rendre à la frontière, ont fait quelque 180 blessés, et plus de 1 000 étudiants ont été arrêtés après ces manifestations.

Les étudiants comptent se mas-

ser à la frontière le 15 août et lancer une campagne de signatures pour obtenir que la Corée du Nord organise les Jeux olympiques de cette année conjointement avec Séoul.



Le marin philippin tué lors du raid iranien contre le porte-conteneur Dhaulgiri.

L'Iran attaque encore les pétroliers

d'après AFP et Reuter
MANAMA

Un superpétrolier britannique a été attaqué, hier, au large des côtes saoudiennes, quelques heures après que des vedettes iraniennes eurent frappé un cargo ouest-allemand dans le détroit d'Ormuz. L'attaque contre le cargo allemand a fait un mort et deux blessés.

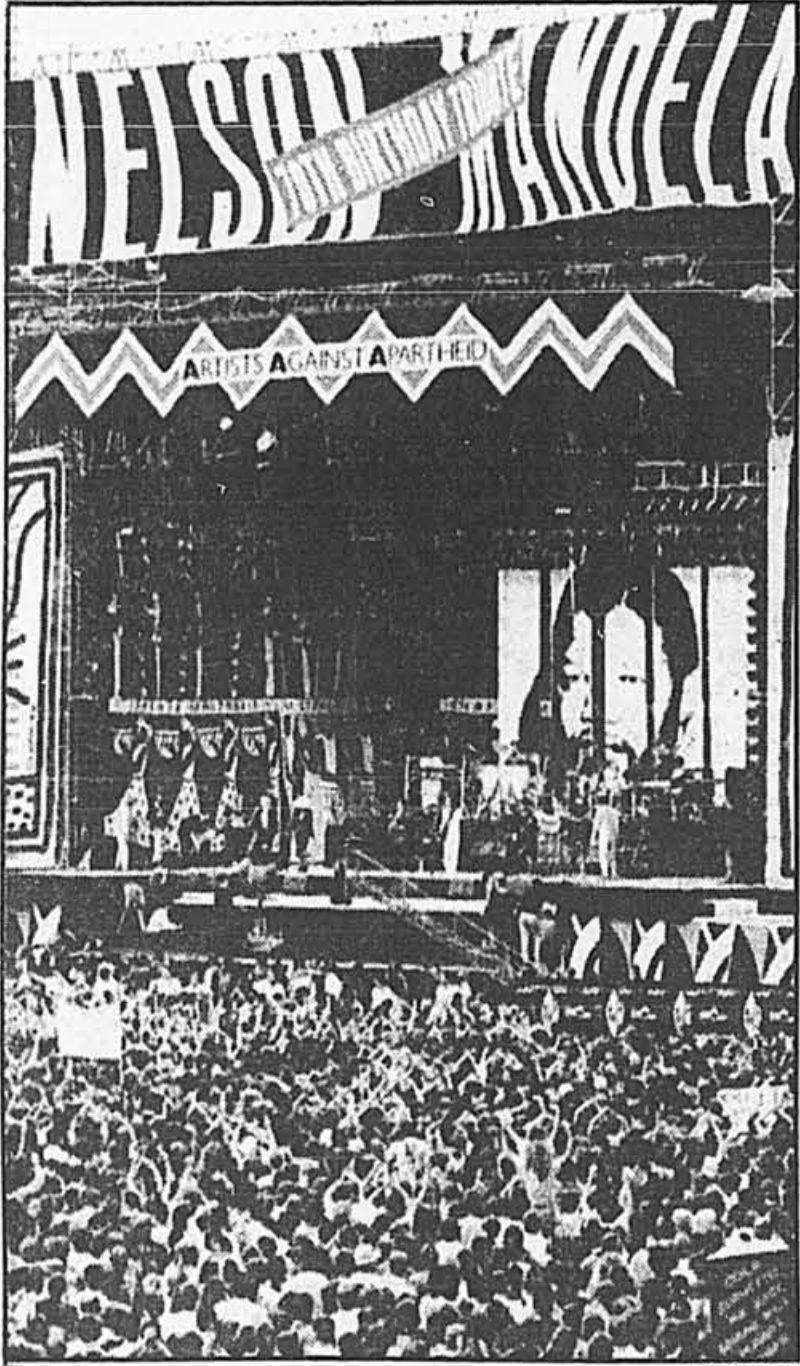
L'Iran riposte généralement au coup par coup aux raids irakiens dans le Golfe, en dépit de la déci-

sion des États-Unis d'étendre sa protection militaire aux navires « neutres » qui le demandent. L'extension de la protection américaine n'a pas donné lieu jusqu'à présent à une confrontation avec l'Iran. Cette double attaque intervient au lendemain de l'annonce par l'Irak d'un raid de son aviation contre un navire près des côtes iraniennes.

Après une accalmie, les vedettes rapides des « gardiens de la révolution » ont repris leurs attaques des bâtiments traitant avec

les pays arabes à la suite du raid spectaculaire de l'aviation irakienne contre le terminal iranien de Larak dans le détroit d'Ormuz. Quatre super-pétroliers dont le Sea Wise Giant, le plus gros pétrolier au monde, avaient été sérieusement touchés lors de ce raid.

Depuis, l'Irak a mené deux autres raids confirmés de sources maritimes, alors que l'Iran s'est attaqué à cinq navires au total, tout en évitant la confrontation avec la flotte américaine dans le Golfe.



Plus de 70 000 spectateurs ont assisté au concert donné en l'honneur de Nelson Mandela au stade Wembley à Londres.

Des centaines de millions de spectateurs pour le concert Nelson Mandela

La tv soviétique aussi l'a diffusé

d'après AFP, UPI et Reuter
LONDRES

Dansant, battant des mains et brandissant des banderoles, 72 000 Britanniques ont souhaité bon anniversaire hier à Nelson Mandela, le dirigeant nationaliste noir sud-africain emprisonné à perpétuité, lors d'un concert pop de 10 heures au Wembley Stadium retransmis en direct sur 400 millions de téléviseurs du monde entier. La télévision soviétique a aussi diffusé les premières images du concert rock à minuit et demi (16h30 HAE).

« Nous sommes tous venus aujourd'hui pour participer à un événement unique, en l'honneur d'un grand homme, un homme qui est le leader du peuple noir opprimé en Afrique du Sud », a déclaré à la foule Harry Belafonte, ambassadeur culturel des Nations unies.

« Aujourd'hui, nous fêtons son 70^e anniversaire. Le message est assez simple. Nous vous saluons, Nelson Mandela, et nous voulons vous voir libéré, comme tous les autres prisonniers politiques », a-t-il ajouté.

Les organisateurs ont précisé que l'événement — qui se prolongera aujourd'hui à Glasgow, en Écosse — était un appel mondial à la libération de Mandela avant son 70^e anniversaire, le 18 juillet.

Mandela, écroué pour trahison en 1964, à l'époque où il dirigeait le Congrès national africain (ANC), principale organisation anti-apartheid en Afrique du Sud, a appris la nouvelle du concert par sa femme Winnie, a déclaré son avocat, Ismail Ayoub.

Le premier ministre canadien Brian Mulroney a envoyé un message de soutien aux organisateurs et rendu hommage à Mandela.

« Nelson Mandela a été reconnu dans le monde entier pour son courage sans faille, sa dignité et son dévouement à son peuple. Aujourd'hui, il sera réconforté de voir que le monde partage les souffrances de son peuple », écrit M. Mulroney dans une lettre.

Mais la diffusion du concert a valu à la BBC certaines critiques acerbes de la part du gouvernement sud-africain et de quelques députés conservateurs britanniques, qui ont accusé le diffuseur d'avoir failli à son devoir d'impartialité.

La BBC, les organisateurs et le président de l'ANC Oliver Tambo ont précisé que la recette du concert serait remise au mouvement britannique anti-apartheid et à sept organisations caritatives sud-africaines pour enfants.

Par ailleurs, le chef zoulou Mangosuthu Gatscha Buthelezi a prononcé hier un véritable plaidoyer pour la mise en liberté immédiate et inconditionnelle de Nelson Mandela.

Chef de l'Inkatha, mouvement conservateur opposé à l'apartheid qui est à couteaux tirés avec l'ANC, M. Buthelezi a lancé cet appel au cours d'un meeting tenu au stade de la cité noire d'Umlazi, au sud-ouest de Durban (Natal).

Nelson Mandela a aussi été proclamé, hier, citoyen d'honneur de la ville de Venise, tandis que 50 000 personnes ont manifesté à Amsterdam contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

DEPÊCHES

NICARAGUA

Civils enlevés

Les contras ont enlevé 77 civils au cours des trois derniers jours et attaqué les troupes de l'armée sandiniste (EPS), a affirmé le ministre de la Défense dans un communiqué. Quatre rebelles ont été tués dans les affrontements avec les militaires, précise-t-on de même source. Un détachement de la Résistance nicaraguayenne (RN) a pénétré mercredi dans le secteur d'Isla de Piedra, dans le département de Rio San Juan (sud du pays), et a enlevé 60 paysans. Le même jour, 17 civils ont été « capturés » par les contras dans le département de Chontales (sud-est de Managua).

CHINE

Étudiants « réactionnaires »

Face aux revendications étudiantes en faveur d'un accroissement de liberté et de démocratie, la radio nationale chinoise a

dénoncé hier « ceux qui répandent des idées réactionnaires » dans les universités et a préconisé un effort idéologique accru sur les campus.

MARCOS

Jugement en Suisse

Le juge d'instruction de Fribourg (ouest de la Suisse), Pierre-Emmanuel Esciva, a décidé d'ordonner la restitution aux Philippines des avoirs de l'ancien président Ferdinand Marcos dans ce canton, a indiqué hier à Berne l'Office fédéral de police. Cette somme se monte à 70 millions de francs suisses (près de \$ 49 millions).

ITALIE

Mort de Saragat

Giuseppe Saragat, ancien président de la république italienne et fondateur du Parti social-démocrate, est décédé à Rome hier matin à l'âge de 90 ans. Retiré depuis quelques années de la po-

litique active, Giuseppe Saragat a joué un rôle important, et parfois décisif, dans le choix de l'Italie Socialiste dès 1922, exilé en France sous le fascisme, revenu en Italie en 1943 pour participer à la résistance, il fut l'un des pères fondateurs de la république italienne. En 1947, il fonda le Parti social-démocrate.

DUKAKIS

Critique de la Ligue arabe

L'ambassadeur de la Ligue arabe aux États-Unis, M. Clovis Makoud, a qualifié hier d'« irresponsables » les déclarations du candidat démocrate à la présidence américaine Michael Dukakis, qui soutient le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. L'ambassadeur de la Ligue arabe a conseillé à M. Dukakis « de solliciter avant qu'il soit trop tard les conseils objectifs et informés de membres du Parti démocrate, tels que l'ancien président Jimmy Carter ».

L'ACCORD MULRONEY-REAGAN

Non merci.



«L'intégration économique Canada-USA découlant de l'Accord Mulroney-Reagan accentuerait le désengagement de l'État. Pour les citoyennes et citoyens, cela signifie la remise en cause de l'accès à plusieurs services publics tels l'éducation, une pression accrue pour la privatisation du secteur de la santé et de nouvelles restrictions dans les programmes sociaux.»

La population doit être consultée, car il s'agit de changements majeurs dans nos choix de société.»

YVON CHARBONNEAU, président CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC (CEQ)



«Je m'oppose à ce traité bilatéral parce qu'il contoume les règles de réciprocité universelle et de multilatéralité du GATT. Je m'y oppose aussi parce qu'il porte atteinte à la souveraineté du Canada et du Québec, chacun dans sa sphère de juridiction, particulièrement dans les domaines de la culture et des politiques sociales.»

ALFRED DUBUC, professeur d'histoire UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



«Les Etats-Unis sont bien plus mal pourvus dans la protection de l'environnement que le Québec et le Canada. Ils sont responsables de la majeure partie des pluies acides qui tuent nos forêts, lacs et rivières. En situation de libre-échange ils pourront notamment s'opposer à nos programmes gouvernementaux de dépollution sous prétexte qu'il s'agit aux entreprises. Il y a donc plus de subventions déguisées qu'un risque de voir le Canada réviser à la baisse ses lois environnementales alors que nous savons tous qu'il faut plutôt les étendre et les durcir.»

YVES GUÉRARD, président ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE LES PLUIES ACIDES



«Il est faux de prétendre que l'industrie culturelle ne sera pas touchée par le libre échange. La musique et le film surtout seront frappés durement. Nous assistons actuellement à une baisse dramatique des investissements publics et le libre-échange est un véritable coup de poignard dans le dos de nos industries culturelles.»

ROCK DEMERS, cinéaste Président, ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE FILMS ET DE VIDÉOS DU QUÉBEC



«L'entente de libre-échange se fera sur le dos du secteur manufacturier. Au Québec avec nos industries traditionnelles on ne peut pas admettre ça, ni les reculs qui s'en suivraient au chapitre des conditions de travail.»

Avec ce contrat nous serions de moins en moins libre d'accroître la transformation de nos ressources naturelles en utilisant notre hydro-électricité, d'opter pour le développement régional ou la modernisation de nos industries pour protéger nos emplois menacés par la concurrence internationale.

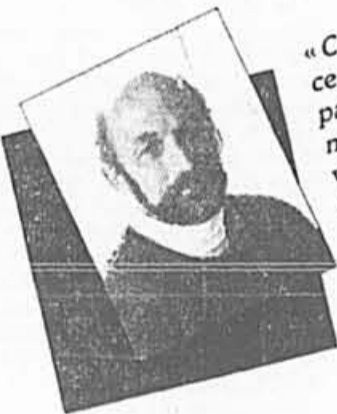
On est pas d'accord une miette avec autant de concessions à être payées par les travailleuses et les travailleurs du Québec. Non merci!»

LOUIS LABERGE, président FEDERATION DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)



«Qu'on achète une Cadillac ou une Lada, ça n'a pas d'importance, l'essentiel c'est que les garanties du contrat protègent l'acheteur au cas où l'automobile se révèle être un citron. Or le contrat que monsieur Mulroney nous propose ne contient aucune garantie écrite protégeant les intérêts des consommateurs quant aux prix, à la qualité et aux revenus.»

JEAN BOUTET, président FEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU QUÉBEC



«Ce qu'il y a de plus menaçant dans cette histoire du libre-échange, c'est pas seulement qu'on voudrait désarmer l'État du Québec, c'est qu'on voudrait affaiblir notre identité nationale en la diluant dans l'ensemble flou de l'Amérique du Nord.»

GUY BOUTHILLIER, PORTE-PAROLE DU MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS



«L'Accord Canada-États-Unis sur le libre-échange primerait sur toutes et chacune des lois fédérales ou provinciales que nous nous sommes données. Ce serait la perte de notre souveraineté et de nos droits bien relatifs au Québec. Nous n'aurions pas plus de pouvoir qu'un pays du Tiers-Monde dominé par les États-Unis.»

MADELEINE PARENT, SOLIDARITÉ POPULAIRE QUÉBEC



«L'Accord de libre-échange, et surtout la loi fédérale qui le met en œuvre en droit canadien, annoncent un affaiblissement très net des compétences économiques provinciales. Malgré l'Accord du Lac Meech, le gouvernement Mulroney est en train de réaliser la centralisation des pouvoirs économiques que Pierre Trudeau souhaitait dans la foulée du rapatriement de 1982. La dynamique de libre-échange réduira de plus en plus la marge de manoeuvre du gouvernement québécois et pourrait remettre en question notre contrôle sur notre propre économie.»

ANDRÉ BINETTE, avocat constitutionnaliste



«Cet accord va perturber les emplois et marginaliser totalement notre économie. Cet accord va amener nos gouvernements à rabaisser le salaire minimum au niveau américain, à desserrer les obligations des employeurs, à alléger les services de santé et les services sociaux. Cet accord est une honte pour quiconque veut gérer et disposer lui-même de son propre avenir.»

GÉRALD LAROSE, président CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)



«En agriculture tout a été dit face au libre-échange : l'énorme surproduction américaine, l'anarchie qui caractérise leur marché agricole, la mainmise des multinationales sur l'exploitation de la terre et la production animale, la faiblesse de leurs critères qualitatifs pour la nourriture, les mauvais salaires dans le domaine agro-alimentaire, l'absence de programmes, leurs avantages climatiques sur la protection des consommateurs, le loup et de l'agneau.»

Nous refusons ce traité qui n'a rien à voir avec les défis d'avenir : c'est un coupe-gorge au détriment des producteurs et productrices agricoles d'abord, mais dont les consommateurs feront aussi les frais.»

JACQUES PROULX, président UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES (UPA)

Ancien noviciat des jésuites, la maison Saint-Joseph a conservé sa mission éducative sous le nom de Mont-Saint-Louis.

La maison Saint-Joseph

te-Marie, fondé trois ans plus tôt à l'angle des rues de Bleury et Dorchester (aujourd'hui boulevard René-Lévesque). Même si le noviciat logeait dans un immeuble neuf, ce ne pouvait être qu'une solution temporaire.

La maison de Sault-au-Récollet

Après avoir résolu le problème d'argent, le R.P. Georges Schneider, maître des novices, eut la chance de faire connaître à l'homme d'affaires Olivier Berthelet son désir de construire un noviciat. Berthelet avait vendu quelque temps plus tôt un grand terrain situé dans l'axe de l'église de la Visitation, qu'il avait acquis des shérifs John Boston et William Foster Coffin. Mais l'acquéreur, Jacques-Janvier Vinet, n'avait pu le payer en entier. Berthelet lui offrit donc d'oublier la balance due à la condition d'en céder une partie aux jésuites pour la construction de leur noviciat. Vinet accepta et le 24 janvier 1852, chez le notaire L.A. Félix Latour, Vinet céda au R.P. Félix Martin un terrain de trois arpents et une perche de front sur 25 arpents de profondeur, borné par le chemin du Roy (boulevard Gouin) au nord, la propriété d'Eustache Lin Provost à l'ouest, le domaine des sulpiciens du côté sud, et la terre de Jean-Baptiste David à l'est.

Le terrain comprenant la maison Saint-Joseph a été l'objet de peu de transactions: donation le 2 septembre 1869 à la société du Sault-au-Récollet; vente le 27 juillet 1962 à la corporation du collège Saint-Ignace; vente à la Fiducie du Québec le 10 juin 1969; et finalement cession le 12 juin 1973 au collège Mont-Saint-Louis, association corporative.

Le morcellement du terrain a commencé en 1897 par la vente d'une bande de terrain à la Montreal Park and Island Railway Co., à peu près dans l'axe de l'actuel boulevard Henri-Bourassa, pour y implanter le passage des tramways. En 1919, la maison Saint-Joseph vendit les terrains au nord de la voie ferrée, puis ceux au sud de la rue Fleury en 1951, et ceux qui restaient au sud de la rue Prieur en 1954.

La propriété actuelle mesure 609 pieds le long du boulevard Henri-Bourassa, 680 pieds du côté est, 601,5 pieds le long de la rue Prieur, et 592,77 pieds du côté ouest. Sa superficie de 371 300 pi² ne représente que le dixième de la superficie originale mais elle a conservé les mêmes limites est et ouest qu'initialement. On peut très facilement déceler du côté ouest, le «chemin des Sauvages» entre le cimetière du noviciat et le cimetière public de Sault-au-Récollet, sentier ainsi nommé parce qu'il aurait été emprunté par les autochtones pour se rendre à Ville-Marie au XVIII^e siècle.

La construction

Les travaux de construction du noviciat débutèrent le 12 février 1852 par l'extraction de la pierre sur l'emplacement choisi. Le 17 septembre 1852, les travaux furent complétés à l'extérieur, et les novices prirent possession des lieux le 5 août 1853, après un séjour de trois mois dans une vieille maison de l'abbé Vinet en attendant la fin des travaux. Le R.P. Louis Saché fut le premier maître des novices au Sault-au-Récollet, qui accueillit les novices américains jusqu'en 1876, et ceux du Canada anglais jusqu'en 1913 (le R.P. Edouard Leconte sera le premier Canadien à devenir maître des novices).

Le bâtiment original fut dessiné par le père Martin, dont le père et un des frères étaient architectes en France. On attribue également au père Martin les plans du collège Sainte-Marie, de l'église de Caughnawaga (Kahnawaké), de l'église St. Patrick et du manoir Masson (en collaboration avec l'architecte Pierre-Louis Morin dans ces deux derniers cas). Certains lui attribuent même l'église de Saint-Vincent-de-Paul.

À l'origine, le bâtiment ne comprenait que le corps central de 95 pieds de longueur sur 36 de largeur. En 1870, on ajouta le pavillon est, de 43 pieds de largeur sur 59 de profondeur, ce qui lui donnait des dimensions de 138 pieds de longueur sur 59 dans sa partie la plus large, et 36 pieds de hauteur, soit les dimensions actuelles de l'édifice. Vingt ans plus tard, une nouvelle addition, du côté ouest cette fois, soit un pavillon de même largeur que le précédent, mais plus profond puisqu'il comportait huit travées d'ouverture au lieu de cinq. Ce pavillon fut démoli en 1962 quand on construisit la partie centrale de l'actuel collège Mont-Saint-Louis, afin de mieux raccorder l'annexe de 115 pieds sur 59 pieds et demi construite en 1920 un peu plus à l'ouest. Cet édifice de qua-



Cette photo de 1953 permet d'apprécier l'ensemble. De gauche à droite, on remarque l'aile est, le corps central, l'aile ouest et une partie de l'annexe qui jouxtait l'aile ouest pendant un certain temps. La façade de l'aile ouest était remarquable pour sa fenêtre en encorbellement du rez-de-chaussée et ses fenêtres du premier étage qui se prolongeaient en lucarnes.

PHOTOTHÈQUE La Presse

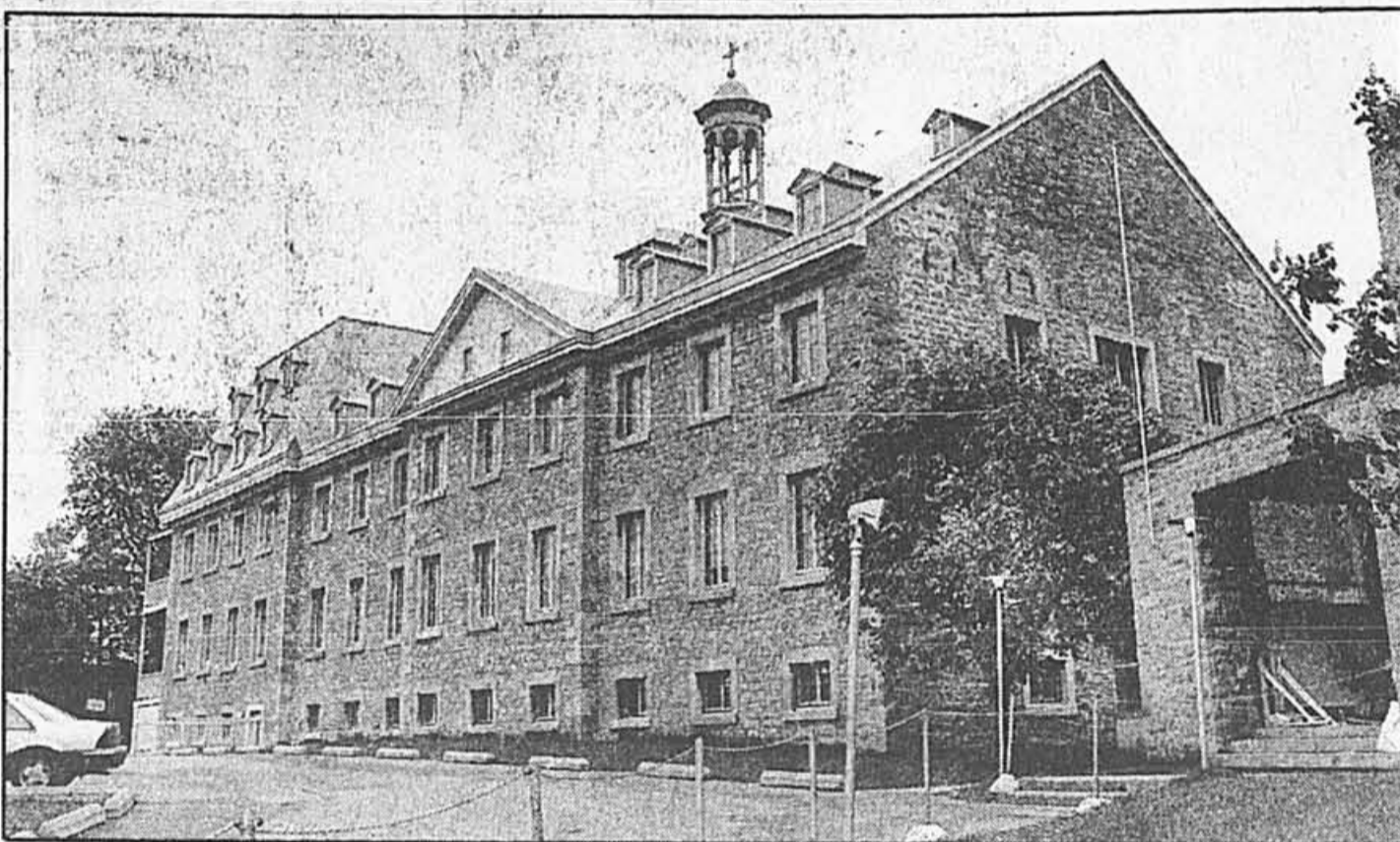
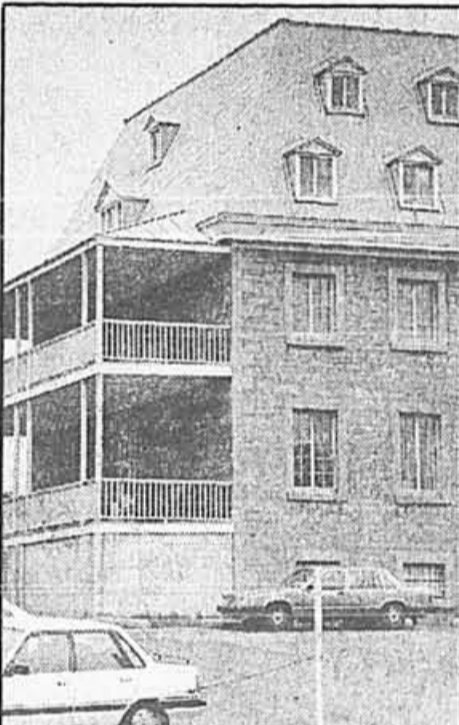


PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

L'édifice restauré.



Les galeries à l'extrémité du pavillon est.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

tre étages à toit plat existe toujours aujourd'hui et s'harmonise parfaitement bien au vieux noviciat.

L'extérieur

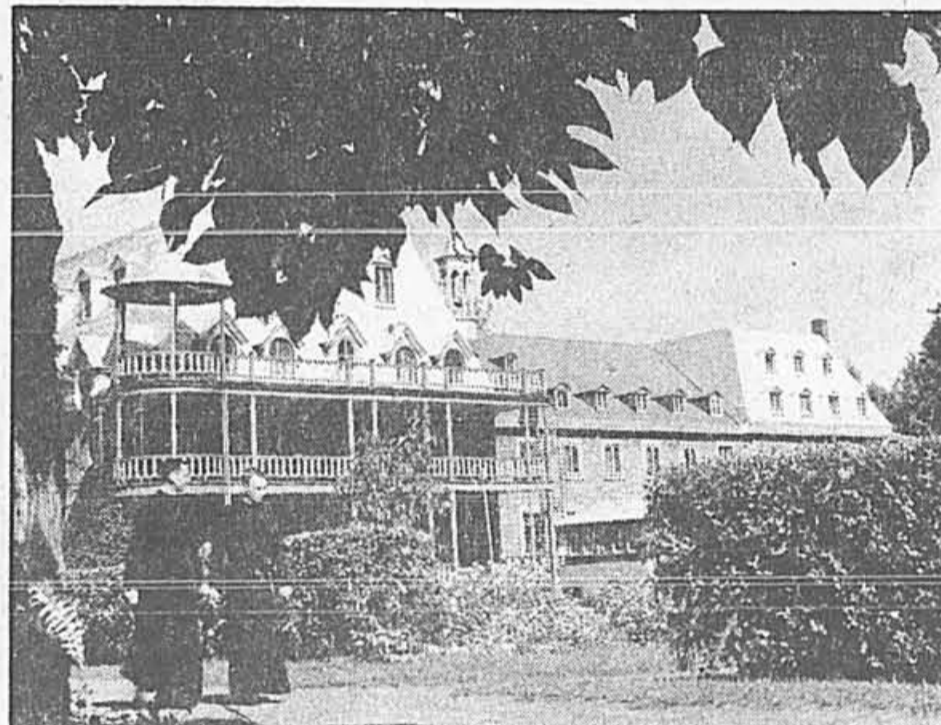
La maison Saint-Joseph est un édifice de quatre niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et un étage et demi) dans la partie la plus ancienne, et de cinq (sous-sol, rez-de-chaussée et trois étages) dans la partie mansardée. On remarquera que dans les deux cas, le sous-sol est presque au niveau de la rue, et qu'il est de même hauteur — 12 pieds et 11 pouces — que le rez-de-chaussée.

La pierre calcaire grise d'assise et de dimensions irrégulières sert de réserve, la pierre de taille étant réservée pour les éléments décoratifs comme les croisées des ouvertures et les chaînes d'angles en carreaux et boutisses et légèrement saillantes.

Privé de sa symétrie depuis la démolition du pavillon ouest, le bâtiment n'en reste pas moins intéressant. Les divisions horizontales sont déterminées par l'alignement des fenêtres et la corniche largement proéminente. À la verticale, il comporte quatre travées principales déterminées par les chaînes d'angles.

Le corps principal est recouvert d'un toit à pignon à deux eaux. L'avant-corps légèrement proéminent est surmonté d'un fronton au tympan percé par deux petites lucarnes dans les axes des pleins, puis d'une lucarne double en son centre, et enfin d'un campanile de forme octogonale. On notera qu'au-dessus des deux fenêtres du tympan apparaissent jadis les lettres IHS si chères aux jésuites. Deux rangées de lucarnes à fronton ouest, contre une seule dans la travée latérale est.

Le toit mansardé du pavillon est intéressant à cause de l'importance du bris par rapport au terrasse, symbole de la mansarde nord-américaine. Le bris du côté nord est percé de deux rangées de lucarnes, la plus basse se trouvant dans les travées des fenêtres et la plus haute dans l'axe des pleins. Il est possi-



PHOTOTHÈQUE La Presse

L'arrière de l'aile ouest avec ses galeries, tel qu'il apparaissait en 1953.

ble qu'on ait été tenté de remplacer le toit à pignon du corps central par un toit mansardé, comme on le faisait fréquemment à l'époque pour augmenter la surface utilisable, mais fort heureusement, on ne l'a pas fait.

L'avant-corps à fronton servait de travée centrale dans l'édifice original, mais on n'y trouve aucune trace d'une «entrée principale», contrairement à la tradition. L'absence d'une entrée importante en façade ne manque pas d'étonner; il existe une seule porte, au sous-sol, dans la partie mansardée, mais elle est toute récente. Avant la restauration, cette porte se trouvait dans la travée suivante, ce qu'on peut d'ailleurs vérifier en examinant le mortier et la pierre. En revanche, la présence de grandes galeries à l'extrémité est, et les nombreuses ouvertures de la face ouest nous amènent à penser que les entrées se faisaient par les deux bouts. L'enlèvement d'une rangée de lucarnes dans le toit à pignon, du côté est, date du XX^e siècle.

De vieilles photos permettent de dire quelques mots du pavillon ouest démoli en 1962. Dans son mur ouest se trouvait un porche accessible par un escalier d'une volée. Deux rangées de lucarnes perçaient le toit mansardé, tant en façade que dans le brisis ouest. La première rangée de lucarnes de la façade se trouvait dans le prolongement des fenêtres du premier étage, et les lucarnes étaient surmontées d'un fronton dont la base était brisée par un arc cintré. Une fenêtre à arc surbaissée, plus grande que les autres et légèrement en encorbellement, porte à croire qu'on y eut jadis trouvé une porte. À l'arrière se trouvait une galerie sur trois étages, lesquelles galeries se terminaient par une aire circulaire surmontée d'un cône. Ce pavillon était sans doute le plus intéressant de l'ensemble.

Quant à l'intérieur, il a été complètement démolé lors de la restauration, le ministère ayant jugé qu'il n'était d'aucun intérêt architectural à cause des

nombreuses transformations qui y avaient été apportées au fil des ans.

Une nouvelle «vocation»

Après avoir rempli son mandat original avec succès puisqu'il aura permis de former plus de 2000 jésuites, l'édifice a conservé son caractère éducatif puisqu'il sert à l'éducation des élèves du collège Mont-Saint-Louis, déménagé de la rue Sherbrooke en 1969. Admirable pour son caractère conservé à l'extérieur, fidèle à sa raison d'être, la maison Saint-Joseph se démarque par sa toiture à deux formes différentes. Au Québec, un seul autre établissement, l'École d'agriculture d'Oka, peut se piquer d'un agencement semblable.

SOURCES: Ministère des Affaires culturelles: La maison Saint-Joseph, histoire, relevé et analyse, par Madeleine Forget et Michel Bélisle, et documents divers — Treteau, Parent, Languedoc, architectes; Collège Mont-Saint-Louis, historique de la vieille partie — Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire, Répertoire d'architecture traditionnelle: Les couvents, et documents divers — Parcs Canada, Inventaire des bâtiments historiques: documents divers.

REPÈRES



Nom: maison Saint-Joseph (collège Mont-Saint-Louis).
Adresse: 1700 boulevard Henri-Bourassa est.
Métro: station Henri-Bourassa, autobus 69 vers l'est, descendre à la rue du Fort-Laurette.



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Le campanile.

GVY
PINARD



Le 26 juin 1979, le ministère des Affaires culturelles du Québec classait l'ancien noviciat des jésuites comme monument historique sous le nom de «maison Saint-Joseph». Mais aussi intéressant qu'il soit, le bâtiment classé n'est qu'un pâle reflet de celui qui existait jusqu'au début des années 1960, avant qu'on ne démolisse le pavillon ouest. Comme dans bien d'autres cas hélas, ce classement vint donc un peu trop tard; on avait profité de l'apathie généralisée des Montréalais à l'égard de leur patrimoine architectural pour amputer le patrimoine d'un pavillon et détruire la symétrie de sa façade.

On peut croire que peu de Montréalais connaissent l'existence de ce bâtiment, à l'exception évidemment de ceux qui vivent dans le secteur ou qui ont eu l'occasion de le visiter au moins une fois dans leur vie.

Un environnement transformé

La maison Saint-Joseph est située boulevard Henri-Bourassa, un peu à l'ouest de la rue Papineau, dans le Sault-au-Récollet, un quartier essentiellement résidentiel et complètement développé. Mais ce n'était évidemment pas le cas quand les jésuites vinrent y installer leur noviciat; s'ils choisirent cet endroit, c'était justement à cause de son éloignement de la vie trépidante de la ville.

L'édifice est construit en pierre calcaire grise de Montréal. Il comprend un corps principal de trois étages et demi coiffé d'un toit à pignon percé de lucarnes et surmonté d'une lanterne, et un pavillon à quatre étages surmonté d'un toit mansardé percé de lucarnes.

Rappelons sommairement l'histoire du quartier, racontée plus en détails dans l'article consacré à l'église de la Visitation. Le premier peuplement eut lieu en 1696 par la relocalisation de la mission indienne de la montagne. Suivirent rapidement les premières concessions de terre par les sulpiciens (1696), la construction du fort Lorette (1700) et celle du couvent de Fort-Lorette (1701). En 1726, les sulpiciens firent construire le premier établissement industriel, un moulin à scie érigé sur une digue qui reliait le village à l'île de la Visitation. L'église de la Visitation fut construite en 1749. Et le plus important moulin fut érigé en 1798, mais à l'ouest.

Le retour des jésuites

Dépouillés de leurs biens au XVIII^e siècle, les jésuites avaient officiellement quitté le pays en 1800 avec la mort à Québec le 18 mars du R.P. Jean-Joseph Casot, dernier jésuite résidant au Canada. En juillet 1841, Mgr Ignace Bourget était de passage à Rome, et il en profita pour rencontrer celui que l'on appelle le «pape noir», le R.P. Roothaan, supérieur de la Compagnie de Jésus, afin d'obtenir le retour des jésuites au Canada. Cette demande fut acceptée et le premier contingent de six prêtres et trois frères arriva au pays le 31 mai 1842; il était dirigé par le R.P. Jean-Pierre Chazelle et comprenait notamment le R.P. Félix Martin.

Logés temporairement depuis juillet 1842 à la cure de La Prairie, les jésuites ouvrirent leur premier noviciat le 31 juillet 1843 dans un bâtiment modeste adjacent au presbytère. Le R.P. Paul Luizet en fut le premier maître des novices. Mais le séjour à La Prairie fut de courte durée; dès le 4 septembre, le noviciat déménageait à l'angle de la rue Saint-Antoine et du square Richmond, dans une maison mise à leur disposition par M^{re} Charles Séraphin Rodier, futur maire de Montréal. En septembre 1851, nouveau déménagement, cette fois sous les combles mansardés du collège Sain-



La maison Saint-Joseph en 1921.

PHOTOTHÈQUE La Presse